

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail- Patrie

MINISTRE DE LA DECENTRALISATION
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

SECRETARIAT GENERAL

PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET
COMMUNAUTES RESILIENTES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION
AND LOCAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT
COMMUNITIES PROJECT

MINDDEVEL



PROLOG

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF
GOUVERNANCE COLLABORATIVE
ETAT-CTD-COMMUNAUTES

SUSTAINABLE AND INCLUSIVE DEVELOPMENT
COLLABORATIVE GOVERNANCE
STATE-RLA-COMMUNITIES

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2025

PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET
COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG)
(P175846)

Cameroun, Avril 2026



LISTE DES ACRONYMES

Acronymes	Définitions
AG	Assemblée Générale
ANO	Avis de Non-Objection
APN	Allocation de Performance Nette (ou de Performance)
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
ASPM	Assistant au Spécialiste en Passation des Marchés
AT	Assistance Technique
BM	Banque Mondiale
CCC	Comité de Concertation Communautaire
CCES	Certificat de Conformité Environnementale et Sociale
CCGP	Comité Communautaire de Gestion des Plaintes
CCD	Cadre Communal de Développement
CERC	Composante d'Intervention d'Urgence Contingente (Contingent Emergency Response Component)
CIPM	Commission Interne de Passation des Marchés
CISG	Convention d'Investissement pour la Sous-composante de Gouvernance (ou Subvention aux communes)
CISP	Comité Interne de Sélection des sous-Projets communautaires
CLS	Comité Local de Suivi
CMO	Conditions Minimum Obligatoires
CMPJ	Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes
COFIL	Comité de Pilotage
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CV / CQ	Comité de Village / Comité de Quartier
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
FCV	Fragilité, Conflit et Violence
GEMS	Geo-Enabling method for Monitoring and Supervision
IDA	Association Internationale de Développement (International Development Association)
INS	Institut National de la Statistique
IRI	Indicateur de Résultats Intermédiaires
MGP	Mécanisme de Gestion des Plaintes
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MOE	Maîtrise d'Œuvre
NASLA	National School of Local Administration
NIES	Notice d'Impact Environnemental et Social
ODP	Objectif de Développement du Projet
PAC	Plan d'Action Communautaire
PAD	Document d'Évaluation de Projet (Project Appraisal Document)
PDI	Personne Déplacée Interne
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale

Acronymes	Définitions
PRA	Allocation pour la Prévention et la Résilience (Prevention and Resilience Allocation)
PRD / PDR	Plan Régional de Développement
PROLOG	Projet de Gouvernance Locale et Communautés Résilientes
PTBA	Plan de Travail Budgétisé Annuel
RAF	Responsable Administratif et Financier
RCSG	Guichet de subvention pour les infrastructures intercommunales
RMP	Revue à Mi-Parcours
SBP	Subvention Basée sur la Performance
SIG	Système d'Information Géographique
SIGEFIL	Système Intégré de Gestion des Finances Locales
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
STEP	Suivi Systématique des Transactions de Marchés Publics (Systematic Tracking of Exchanges in Procurement)
UCR	Unité de Coordination Régionale
UGP	Unité de Gestion du Projet
VBG	Violences Basées sur le Genre

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
LISTE DES TABLEAUX	6
FICHE SYNOPTIQUE DU PROJET	7
Résumé analytique de la période.....	9
Introduction	11
I. PRESENTATION GENERALE DU PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG).....	11
I.1 Contexte général.....	11
I.2 Bénéficiaires du PROLOG	12
I.3 Composantes du PROLOG	12
I.4 Zone d'intervention du PROLOG	14
I.5 Dispositif Institutionnel de mise en œuvre du PROLOG	14
II. RAPPEL DES ACTIVITES PRIORITAIRES DU PTBA 2025	14
III. REALISATIONS PAR COMPOSANTE	16
III.1. Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base (180 millions USD)	16
III.1.1. Sous-Composante 1.1 : Renforcement des capacités communautaires (20 millions USD)	16
III.1.2. Sous-composante 1.2 : Investissements communaux (100 millions USD)	22
III.1.3. Sous-composante 1.3 : Investissements intercommunaux (45 millions USD)....	26
III.2. Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services (USD 90 millions)	31
III.2.1. Sous-Composante 2.1 : Renforcement des capacités institutionnelles à plusieurs niveaux pour la décentralisation (15 millions USD)	31
III.2.2. Sous-Composante 2.2 : : Renforcement des capacités locales et prestation de services (30 millions USD).....	32
III.2.3. Sous-Composante 2.3 : Subventions basées sur la performance (45 millions USD)	34
III.3. Composante 3 : Gestion, suivi et évaluation du Projet (USD30 millions).....	38
IV. GESTION DU PROJET	42
A. Gestion Financière.....	42
B. Passation des Marchés.....	44
C. Gestion du personnel.....	45
V. SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	46
VI. LEÇONS APPRISES	47
VII. CONCLUSION.....	49

ANNEXES : 50

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Statistiques des Assemblées Générales organisées au 31 décembre 2025	18
Tableau 2 : Nombre de CV/CQ créés et redynamisés grâce à l'appui du Projet	19
Tableau 3 : ateliers communaux organisés par région DU et statistiques de participation désagrégées par sexe et âge	20
Tableau 4 : Nombre de sous-Projets communautaires retenus dans les 108 communes	23
Tableau 5 : Nombre de conventions et volume des allocations pour les sous-Projets communautaires par région.	24
Tableau 6 : Suivi de l'exécution physico financier des sous Projets CISG au 31 mars 2026 .	25
Tableau 7 : Nombre de sous Projets intercommunaux retenus et montants y afférents....	27
Tableau 8 : Tableau de suivi des activités de passation des marchés des travaux au 31 mars 2026.....	29
Tableau 9 : Suivi des activités de passation des marchés des Maitrises d'œuvre (MOE) au 31 mars 2026	29
Tableau 10 : Statistique des consultations publiques des 25 sous-Projets intercommunaux	30
Tableau 11 : Suivi des activités de passation des marchés du guichet SBP au 31 mars 2026	37
Tableau 12 : Etat d'exécution du budget 2025 du PROLOG	43
Tableau 13 : Situation des marchés planifiés au sein l'UGP en 2025.	44
Tableau 14 : Situation de l'exécution des marchés planifiés au sein de l'UGP au 31 Mars 2026.....	44

FICHE SYNOPTIQUE DU PROJET

Approbation	28 septembre 2022
Signature	20 novembre 2023
Entrée en vigueur	15 avril 2024
Lancement officiel	10 mai 2024
Clôture	30 septembre 2027
Durée totale du Projet	05 ans
Budget du Projet	189 milliards de FCFA
Objectif de Développement du Projet (ODP)	Accroître l'accès des communautés aux services de base et aux infrastructures résilientes au climat et, renforcer la capacité locale à gérer les ressources et à fournir efficacement des services.
Groupe(s) cible (s)	Zones affectées par la fragilité, les conflits et la violence au Cameroun
Zones d'intervention	Extrême-Nord, Nord, Adamaoua, Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest.
Bénéficiaires finaux	<ul style="list-style-type: none"> • Les communautés organisées en Comités de Villages (CV) et Comités de Quartiers (CQ) ; • Les Personnels des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ; • Les personnels des services déconcentrés de l'Etat.
Indicateurs ODP	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéficiaires ayant un meilleur accès aux infrastructures et services sociaux résilients au climat (<i>Nombre</i>) ; • Infrastructures communautaires et intercommunautaires construites ou améliorées selon les normes de résistance au climat et aux catastrophes (<i>Pourcentage</i>) ; • Membres de la communauté signalant une amélioration de leur résilience individuelle et communautaire aux impacts du climat et des catastrophes grâce aux infrastructures financées par la Composante 1 (<i>Pourcentage</i>) ; • Augmentation du taux d'exécution du budget d'investissement public décentralisé des régions et des municipalités dans les régions ciblées (<i>Pourcentage</i>) ; • Entités décentralisées (régions et municipalités) atteignant les objectifs de performance en matière de prestation de services fixés dans le cadre des PBG (<i>Pourcentage</i>) ; • Membres de la communauté indiquant que les investissements publics locaux reflètent leurs besoins (<i>Pourcentage</i>).
Composantes du Projet	<ul style="list-style-type: none"> • Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base

-
- Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services
 - Composante 3 : Gestion de Projet et suivi-évaluation
 - Composante 4 : Composante intervention d'urgence (CERC)

Résumé analytique de la période

L'année 2025 marque une étape déterminante dans la mise en œuvre du Projet de Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG), caractérisée par la consolidation des fondations institutionnelles, le déploiement progressif des activités sur le terrain et l'engagement effectif des acteurs locaux. Inscrit dans un contexte national marqué par des défis sécuritaires, humanitaires et climatiques, le Projet a poursuivi son objectif de renforcement de la gouvernance locale et d'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures et services de base résilients.

Sur le plan des réalisations, le PROLOG a enregistré des avancées significatives en matière de mobilisation et de participation citoyenne. Au total, 2 776 assemblées générales ont été organisées dans les zones d'intervention, mobilisant plus de 136 000 personnes, dont une proportion importante de femmes (39,3 %) et de jeunes (25,5 %). Cette dynamique a permis la création et/ou la redynamisation de 3 493 Comités de Village et de Quartier (CV/CQ), constituant ainsi un socle solide pour l'ancrage communautaire du Projet et la gestion participative des investissements locaux. En parallèle, le Projet a permis l'identification de plus de 11 800 sous-projets communautaires, traduisant une forte adhésion des populations et une pertinence des interventions envisagées.

Au niveau des résultats, les indicateurs du cadre de performance traduisent des progrès encourageants, notamment en matière d'accès des populations aux infrastructures résilientes, avec plus de 218 000 bénéficiaires déjà enregistrés, ainsi qu'une amélioration notable des performances des collectivités territoriales décentralisées dans le cadre des subventions basées sur la performance. Par ailleurs, les infrastructures réalisées respectent globalement les normes de résilience climatique, attestant de la qualité technique des investissements engagés.

Sur le plan financier, l'exécution du budget 2025 demeure en deçà des attentes, bien que des engagements importants aient été enregistrés. Le taux d'engagement budgétaire s'établit à 60,27 %, traduisant une dynamique d'engagement relativement soutenue, tandis que le taux de décaissement reste faible, à 27,93 %, en raison notamment des lenteurs dans la passation des marchés, des retards dans la mise en œuvre des sous-projets par les collectivités bénéficiaires et du démarrage tardif de certaines réformes structurantes. En conséquence, le taux d'exécution physique des investissements reste encore limité pour plusieurs activités, malgré un portefeuille de projets bien identifié et contractualisé.

L'analyse des contraintes met en évidence des défis majeurs, notamment les délais importants entre la maturation, la signature et le démarrage effectif des marchés, la faible capacité opérationnelle de certaines CTD, ainsi que des difficultés de coordination et de stabilisation de certaines réformes clés, en particulier dans le domaine de la gestion des finances locales. Toutefois, des progrès notables ont été réalisés dans la structuration du dispositif institutionnel, la mise en place du système de suivi-évaluation et le renforcement des outils de pilotage du Projet, qui constituent des leviers importants pour améliorer la performance globale.

Au regard des leçons tirées, l'année 2026 s'annonce comme une phase d'accélération et de montée en puissance du Projet. Les priorités porteront sur l'amélioration de la chaîne de passation des marchés, le renforcement de l'assistance technique aux collectivités, l'accélération de l'exécution des investissements et l'extension du Projet à de nouvelles communes. Le PROLOG prévoit notamment l'octroi de financements massifs aux communes et aux conseils régionaux, la formation des acteurs locaux, ainsi que le déploiement d'outils modernes de gestion et de planification territoriale.

En définitive, malgré un niveau d'exécution encore perfectible, les résultats obtenus en 2025 confirment la pertinence du PROLOG en tant qu'instrument structurant de promotion de la décentralisation et de renforcement de la résilience des communautés. Les acquis institutionnels, l'adhésion des populations et la dynamique d'engagement des acteurs constituent des bases solides pour une amélioration significative des performances et des impacts du Projet au cours des prochaines années.

Introduction

Le présent Rapport Annuel d'Activités 2025 du Projet de Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG) intervient à un moment déterminant de la mise en œuvre de cette initiative structurante, portée par le Gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale, dans un contexte national marqué par des défis multidimensionnels liés à la fragilité, aux crises sécuritaires et aux effets du changement climatique.

Conçu comme un levier stratégique de mise en œuvre de la politique de décentralisation et de renforcement de la résilience des territoires, le PROLOG ambitionne de transformer durablement les conditions d'accès des populations aux services sociaux de base, tout en consolidant les capacités institutionnelles et opérationnelles des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

L'exercice 2025 marque une étape décisive, caractérisée par l'opérationnalisation effective du Projet sur l'ensemble de ses zones d'intervention, la structuration des mécanismes de gouvernance locale et l'engagement massif des communautés autour des priorités de développement. Les résultats enregistrés traduisent une dynamique encourageante, notamment en matière de mobilisation citoyenne, de mise en place des instances communautaires et de lancement des premiers investissements à fort impact socio-économique.

Toutefois, cette phase de déploiement a également mis en évidence un ensemble de contraintes structurelles, en particulier dans les domaines de la passation des marchés, des capacités opérationnelles des acteurs locaux et de la fluidité des procédures, qui ont influé sur le rythme d'exécution physique et financière du Projet. Ces défis, bien identifiés, font désormais l'objet de mesures correctives ciblées en vue d'une amélioration substantielle des performances.

Le présent rapport dresse ainsi un bilan rigoureux et transparent de la mise en œuvre du PROLOG au titre de l'année 2025. Il met en perspective les acquis majeurs, analyse les écarts observés et propose les orientations stratégiques nécessaires pour accélérer la mise en œuvre, renforcer l'efficacité des interventions et maximiser l'impact du Projet au bénéfice des populations.

I. PRESENTATION GENERALE DU PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES (PROLOG)

I.1 Contexte général

Comme la plupart des pays, le Cameroun connaît son lot de conflits. Avec le temps, ces conflits internes et externes sont exacerbés par les effets des catastrophes naturelles et du changement climatique. Le pays est en proie à trois crises humanitaires complexes : Boko Haram qui sévit dans la région de l'Extrême-Nord, l'afflux de réfugiés centrafricains, principalement dans la Région de l'Est, et la crise sociopolitique actuelle qui s'est

transformée en conflit armé interne dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec des répercussions dans les régions voisines de l'Ouest et du Littoral.

Ces crises sont à l'origine de l'accroissement de la pauvreté, de la destruction des moyens de subsistance et de la réduction considérable du capital humain, tant dans les régions touchées par les conflits que dans les régions voisines. En 2021, plusieurs millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire, principalement dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Malgré un taux de croissance annuel moyen du PIB de 4,5 % au cours de la dernière décennie, la pauvreté reste élevée au Cameroun, avec des inégalités croissantes entre les zones rurales et urbaines et une concentration aiguë dans les régions touchées par les conflits.

L'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie camerounaise a également été significatif, mettant à rude épreuve la structure socio-économique du pays.

Afin de soutenir le Cameroun non seulement dans ses initiatives visant à lutter contre les risques et l'escalade de la violence, mais aussi dans sa politique de décentralisation, la Banque mondiale a accordé au gouvernement un prêt de 300 millions de dollars, soit environ 189 milliards de francs CFA, pour la mise en œuvre du Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG).

I.2 Bénéficiaires du PROLOG

- Les citoyens ;
- Les comités de quartier et de village ;
- Les personnels des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ;
- Les personnels des services déconcentrés.

I.3 Composantes du PROLOG

L'objectif de développement du Projet est d'améliorer l'accès des communautés aux infrastructures résilientes aux changements climatiques et de renforcer la capacité des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans la gestion des ressources et la fourniture des services au niveau local. Plus précisément, le Projet vise : à accroître la participation des communautés dans la gouvernance locale ; à fournir des infrastructures communautaires clés qui soient résilientes au climat ; et à renforcer la capacité des autorités locales en matière de gestion des ressources et de mise en œuvre des investissements publics. Pour atteindre cet objectif, le Projet est structuré autour de quatre (04) principales composantes, à savoir :

Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base

Cette composante soutiendra la mise en œuvre des activités liées au développement communautaire en mettant l'accent sur les communautés les plus marginalisées et vulnérables des communes touchées par les conflits et défavorisées au plan socio-

économique dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

Sa mise en œuvre utilisera les plateformes communautaires pour aider les membres de la communauté à obtenir un accès inclusif aux services sociaux essentiels et aux infrastructures de base par le biais : (i) du renforcement des capacités des communautés à identifier leurs besoins, y compris en relation avec les impacts actuels et futurs du changement; (ii) de la construction, la réhabilitation et la fourniture de services d'infrastructures communautaires résilientes au climat et (iii) la construction et la réhabilitation d'infrastructures intercommunales résilientes au climat qui facilitent les actions intercommunales et/ou bénéficient à plusieurs municipalités. Les trois (03) sous-composantes de cette composante sont :

- Sous-composante 1a : Renforcement des capacités communautaires ;
- Sous-composante 1b : Appui au développement communautaire ;
- Sous-composante 1c : Construction et réhabilitation d'infrastructures intercommunales.

Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services

Cette composante permettra de : (1) fournir une assistance technique aux services centraux et déconcentrés afin de rendre le programme de décentralisation plus opérationnel aux niveaux institutionnel et politique ; (2) développer et renforcer les capacités des autorités locales pour leur permettre de mieux gérer les ressources et d'exercer leurs compétences de manière plus efficace, et de manière participative et inclusive. Les trois sous-composantes de ce pilier sont les points suivants :

- Sous-composante 2a : Renforcer les capacités des institutions à différents niveaux en matière de décentralisation ;
- Sous-composante 2b : Renforcer les capacités des entités locales en matière de prestation de services ;
- Sous-composante 2c : Subventions basées sur la performance.

Composante 3 : Gestion, suivi et évaluation du Projet

Cette composante permettra de soutenir la gestion et l'administration du Projet, le suivi et l'évaluation, ainsi que la gestion des connaissances relatives au Projet.

Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence en cas de crise (CERC)

Cette composante établira un fonds d'urgence qui pourra être déclenché en cas de crise humanitaire, de crise sanitaire ou de catastrophe naturelle, par la déclaration officielle d'une urgence nationale, ou à la demande officielle de tout membre du Gouvernement camerounais. Dans ce cas, des fonds provenant de la catégorie des dépenses non allouées ou issus d'autres composantes du Projet seront réaffectés au financement d'une réponse d'urgence.

I.4 Zone d'intervention du PROLOG

Le PROLOG couvre six (06) régions : l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua, l'Est, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest.

I.5 Dispositif Institutionnel de mise en œuvre du PROLOG

Le dispositif institutionnel de mise en œuvre du Projet du Projet prévoit :

- Le Comité National de Pilotage du Projet (CNPP) présidé par le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local ;
- L'Unité de Gestion du Projet (UGP) basée à Yaoundé et dirigée par un Coordinateur National et composée d'un personnel clé et des personnels d'appui ;
- Les six (06) Cadres Régionaux de Concertation (CCR) qui réunira dans chacune des régions cibles l'ensemble des acteurs de développement intervenant ;
- Six (06) Unités de Coordination Régionale (UCR) basées dans le chef-lieu de chacune des six régions d'intervention du Projet, dirigées par un coordinateur régional et composées d'un personnel clé et d'un personnel d'appui.

I.6 Cadre des résultats

Les indicateurs des Objectifs de Développement du Projet (ODP) sont :

- Une amélioration de l'accès des bénéficiaires aux infrastructures sociales et économiques résilientes au climat ;
- Des infrastructures communautaires et intercommunales construites ou modernisées conformément aux normes en matière de résilience au climat et aux catastrophes ;
- Des membres de la communauté témoignant du rôle des infrastructures financées par le Projet dans l'amélioration de leur résilience individuelle et communautaire aux impacts du climat et des catastrophes ;
- Une augmentation du taux d'exécution du budget d'investissement public des Conseils régionaux et des communes dans les zones ciblées ;
- Des collectivités territoriales décentralisées (régions et communes) atteignant les objectifs de performance en matière de prestation de services fixés dans le cadre des subventions basées sur la performance ;
- Des membres de la communauté attestant que les investissements publics à l'échelle locale reflètent leurs besoins ;
- Des femmes affirmant dans le cadre d'un sondage que les investissements publics à l'échelle locale reflètent leurs besoins.

II. RAPPEL DES ACTIVITES PRIORITAIRES DU PTBA 2025

De la mise en œuvre de la composante 1 :

Pour ce qui est de la mise en œuvre de la composante 1, il s'agissait principalement :

- De la mobilisation des communautés à travers l'identification et la mise en place des Comités de Village et de Quartier (CV/CQ) ;
- De la mobilisation des études nécessaires à leur structuration et leur renforcement des capacités ;
- De la mobilisation des communautés autour de la formulation des Plans d'Action Communautaires (PAC) prenant en compte les problématiques de vulnérabilité et des changements climatiques ;
- De la mobilisation des communautés autour des processus d'identification des infrastructures communautaires à financer par le Projet ;
- De la mobilisation des études préalables à l'identification des besoins régionaux en infrastructures intercommunales ainsi que les sauvegardes environnementales et sociales ;
- De la mobilisation des communautés autour des processus de sélection des infrastructures intercommunales à financer par le Projet.

De la mise en œuvre de la sous composante 2 a :

Pour ce qui est de la mise en œuvre de la sous composante 2a, il s'agissait principalement :

- Du consensus des administrations autour des réformes prioritaires à financer par le Projet ;
- De la révision de la stratégie de décentralisation et du développement local ;
- De l'identification du calendrier de transfert des compétences dans la perspective d'un meilleur soutien ;
- De l'identification des besoins en renforcement des capacités des entités centraux et déconcentrées de l'Etat dans la perspective d'un meilleur appui conseil ;
- De la maîtrise par les acteurs des réformes déjà engagées.

De la mise en œuvre de la sous composante 2b :

Pour ce qui est de la mise en œuvre de cette sous-composante, il s'agissait principalement :

- Du diagnostic des capacités des communes et du besoin en renforcement dans la délivrance des services locaux ;
- De la définition des modalités de renforcement des capacités des personnels des CTD y compris l'éventualité d'une convention avec l'ARPM et la NASLA ;
- Un évaluation/diagnostic de la chaîne PPBS dans les CTD et l'identification du besoin en renforcement des capacités ;
- De la maîtrise des capacités fiduciaires des CTD et de l'identification du besoin en renforcement des capacités ;
- De maîtrise les orientations en matière de participation citoyenne.

De la mise en œuvre de la composante 2.c :

Pour ce qui est de la mise en œuvre de cette sous-composante, il s'agit principalement de :

- De la publication officielle des résultats des CMO 2024 ;

-
- De la mise à disposition des ressources (APN 2024) aux profits des CTD bénéficiaires pour la réalisation des sous Projets ;
 - Du lancement des missions de contre vérification de la Chambre des Comptes (CC) des résultats définitifs du premier cycle d'auto-évaluation des Conditions Minimum Obligatoires (CMO) ;
 - Du lancement du second cycle d'auto-évaluation des CMO 2025 ;
 - De la publication des résultats officiels des CMO 2025 des Communes et des régions bénéficiaires ;
 - De la signature de la convention avec l'Institut National de la Statistique (INS) pour les Indicateurs de Performance (IDP).

III. REALISATIONS PAR COMPOSANTE

III.1. Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base (180 millions USD)

Cette composante soutient la mise en œuvre des activités qui visent à accompagner le développement communautaire (village ou quartier) avec un focus sur les zones les plus marginalisées et vulnérables des 187 communes des six régions d'intervention du Projet. Elle s'appuiera principalement sur les plateformes communautaires définies par la réglementation en vigueur au Cameroun, il s'agit des comités de village et de quartier (CV/CQ). Il s'agit dans un premier temps de la mobilisation communautaire à travers les CV/CQ afin d'accompagner les populations dans l'identification de leurs besoins y compris la gestion des impacts actuels et futurs du changement climatique. Dans un second temps, à travers les subventions accordées aux communes d'une part et aux conseils régionaux d'autre part, le Projet devra permettre la construction, la réhabilitation et la fourniture des services d'infrastructures communautaires et intercommunales résilients au climat.

Le Projet devra définir des approches adaptatives afin de gérer les difficultés d'accès dans certaines zones difficiles telles que le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et l'Extrême-Nord. Un point d'attention particulier devra être mis sur le soutien aux communautés qui accueillent les personnes déplacées et réfugiées et ou qui partagent des ressources avec les camps des réfugiés.

III.1.1. Sous-Composante 1.1 : Renforcement des capacités communautaires (20 millions USD)

a) Description de la sous composante 1.1

A travers cette sous-composante, le Projet devra pouvoir mobiliser les communautés et renforcer leurs capacités de manière à leur permettre de participer activement aux sphères de prise de décision et à la gestion et à l'entretien des infrastructures dont elles bénéficient. Il s'agit de : (i) la sensibilisation des communautés, (ii) la création et la redynamisation des Comités de Village/de Quartier (CV/CQ) dans les régions ciblées, (iii) la formation aux compétences de base des membres des CV/CQ, et (iv) la formation des membres des

Communautés à la mise en œuvre, la gestion et l'entretien des infrastructures communautaires.

b) Etat d'avancement de la sous-composante 1.1

Activité 1.1.a : Sensibilisation et diffusion auprès des communautés

Des activités de sensibilisation et d'information réalisées

De l'information des acteurs

Les acteurs du Projet ont été sensibilisés et informés au travers de différentes activités, notamment les ateliers régionaux d'information des cadres communaux, les ateliers communaux de renforcement des capacités des Coordonnateurs des CV/CQ, des ateliers de renforcement des capacités des personnels des CTD, ...

Il s'est aussi agi de l'information des acteurs à travers les mass média (programme radio et télévision, article de presse...).

De l'Information des bénéficiaires

L'information des bénéficiaires s'est faite au travers de :

- L'organisation des 108 ateliers communaux auxquels ont pris part les coordonnateurs des CV/CQ et les leaders communautaires ;
- L'organisation de six ateliers régionaux à l'intention des leaders communautaires de 30 villages et quartiers bénéficiant de sous Projets intercommunaux ;
- La réalisation de campagnes de sensibilisation dans le cadre de 25 screening ;
- La consultation et l'information des communautés dans le cadre de l'élaboration de 25 Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES).

On notera en plus une forte médiatisation de certaines activités phares augmentant le niveau de sensibilisation des acteurs. Il s'agit entre autres :

- De la couverture médiatique des 06 cérémonies de signatures des conventions entre d'une part le PROLOG et les Conseils Régionaux ;
- De la couverture médiatique de la signature des 108 conventions (CISG et SBP) entre UCR et les communes ;
- Des vastes campagnes médiatiques relatives aux lancements des premier et second cycle d'auto-évaluation des CMO dans le cadre de la Subvention Basée sur la Performance (SBP).
- De la couverture médiatique du lancement de la mission de contre vérification par la Chambre des comptes, des résultats définitifs du premier cycle d'auto-évaluation des conditions minimum obligatoires (CMO).

1.1.b : Mobilisation des communautés et mise en place des CV/CQ

A. Une mobilisation communautaire de masse via les Assemblées Générales (AG)

Le Projet a principalement appuyé à travers les UCR l'organisation des Assemblées Générales (AG) afin d'assurer la mobilisation des communautés, la mise en place et/ou la redynamisation des CV/CQ dans les villages/quartiers.

Le tableau 1 présente de manière détaillée les statistiques des AG organisées par le Projet au 31 décembre 2025.

TABLEAU 1 : STATISTIQUES DES ASSEMBLEES GENERALES ORGANISEES AU 31 DECEMBRE 2025

Régions	Nbre d'AG organisées	Nombre d'Hommes	Nombre de Femmes	Nombre de jeunes (18-25 ans)	Nombre total de participants
Adamaoua	512	14 635	6 981	6 344	21 616
Est	522	9 008	5 874	4 759	14 882
Extrême-Nord	592	18 032	12 715	11 411	30 747
Nord	330	17 058	7 281	4 417	24 339
Nord-Ouest	560	17 303	17 011	7 828	34 314
Sud-Ouest	260	6 543	3 646	0	10 189
TOTAL	2 776	82 579	53 508	34 759	136 087

Il ressort du tableau 1 que l'organisation des Assemblées Générales a constitué un exercice de démocratie locale de grande envergure dans les zones d'intervention. Au 31 décembre 2025, un total de **2 776 AG** ont été organisées dans les six (06) régions ciblées par le PROLOG.

L'engouement suscité par le Projet s'est traduit par une participation massive et inclusive atteignant **136 087 personnes touchées**. L'exploitation des données démographiques de ces assises témoigne de la forte pénétration du Projet au sein des couches sociales souvent marginalisées :

- **Une forte représentativité féminine** : Avec **53 508 femmes** ayant pris part aux AG, la participation féminine globale s'établit à **39,3 %**. La région du Nord-Ouest se démarque de manière exceptionnelle avec une quasi-parité, mobilisant 17 011 femmes pour 17 303 hommes.
- **L'implication directe de la jeunesse** : **34 759 jeunes** (âgés de 18 à 25 ans) ont été intégrés au processus décisionnel, soit **25,5 %** de l'effectif global. La région de l'Extrême-Nord a été particulièrement dynamique sur ce segment avec 11 411 jeunes mobilisés.

B. La structuration institutionnelle : Création et redynamisation des CV/CQ

L'aboutissement direct de la mobilisation de masse a été la structuration des communautés en organes de gestion locaux. Ces Comités de Village et de Quartier (CV/CQ) constituent les relais institutionnels indispensables pour le suivi de l'exécution des futurs sous-Projets communautaires.

Le tableau 2 présente les statistiques sur le nombre de CV/CQ créés et redynamisés grâce à l'appui du Projet.

TABLEAU 2 : NOMBRE DE CV/CQ CREES ET REDYNAMISES GRACE A L'APPUI DU PROJET

Régions	Nbre de CV/CQ créés et/ou redynamisés	CV/CQ redynamisés	CV/CQ nouvellement créés	Nbre de membres dans le bureau exécutif	Nbre de femmes dans le bureau exécutif	Nbre de jeunes (18-25ans) dans le bureau exécutif
Adamaoua	512	505	7	4 055	1 455	1 340
Est	522	0	522	19 641	5 874	1 134
Extrême-Nord	1 509	0	1 509	12 002	3 258	4 617
Nord	330	10	320	2 640	501	768
Nord-Ouest	343	0	343	2 641	985	122
Sud-Ouest	277	7	270	2 167	612	0
TOTAL	3 493	522	2 971	43 146	12 685	7 981

Il ressort du tableau 2 qu'à l'échelle nationale, la dynamique a permis de doter les communautés de **3 493 CV/CQ**. L'analyse de la stratégie de déploiement montre une vaste prédominance pour la création de nouvelles entités neutres (**2 971 nouveaux comités, soit 85 %**), contre la redynamisation de comités existants (**522 comités, soit 15 %**). La région de l'Adamaoua fait figure d'exception en ayant capitalisé presque exclusivement sur l'existant (505 comités redynamisés sur 512), tandis que l'Extrême-Nord a opté pour une approche de création massive (1 509 nouveaux CV/CQ).

Pour assurer le fonctionnement de ces organes, des bureaux exécutifs ont été mis en place, regroupant un impressionnant effectif de **43 146 membres**. L'analyse de ces instances dirigeantes révèle les dynamiques d'inclusion suivantes :

- **L'inclusion des femmes** : Avec **12 685 femmes** élues, la représentation féminine dans les bureaux des CV/CQ s'établit à **29,4 %**, un taux tout à fait en adéquation avec les cibles de performance du Projet.
- **L'intégration significative des jeunes** : Le renouvellement générationnel du leadership local prend forme avec **7 981 jeunes** occupant des postes au sein de ces bureaux exécutifs, soit **18,5 %** des effectifs dirigeants.

1.1.c : Formations aux compétences de base pour les membres des CV/CQ

A. Bilan des sessions initiales de formation

Dans le prolongement de la mise en place et de la redynamisation des Comités de Village et de Quartier (CV/CQ), le PROLOG a initié le renforcement des capacités de leurs membres. L'objectif de cette activité est de transférer aux communautés les compétences de base nécessaires pour assurer une maîtrise d'ouvrage locale efficace, garantissant ainsi la pérennité, la participation citoyenne et la transparence dans la gestion des futurs micro-Projets.

Dans cet ordre d'idées, les Coordonnateurs des CV/CQ et les leaders communautaires ont bénéficié en 2025 de 48 ateliers communaux qui portait principalement sur : (i) la mobilisation communautaire, (ii) la création, l'organisation et le fonctionnement des CV/CQ, (iii) l'autoévaluation communautaire des risques climatique et (iv) l'auto-sélection des sous Projets communautaires.

Le tableau 3 présente les statistiques des ateliers communaux organisés désagrégé par âge et sexe.

TABLEAU 3 : ATELIERS COMMUNAUX ORGANISES PAR REGION DU ET STATISTIQUES DE PARTICIPATION DESAGREGUES PAR SEXE ET AGE

REGIONS	Nombre total d'ateliers communaux organisés	Nombre total d'hommes	Nombre total de femmes	Nombre total de jeunes (<25 ans)	Nombre total de participants	Pourcentage des femmes (%)	Pourcentage des jeunes (%)
ADAMAOUA	08	419	32	12	451	7,77	2,59
EST	13	315	31	24	346	8,38	6,49
EXTRÊME-NORD	5	412	13	18	425	3,06	4,24
NORD	4	366	22	27	388	5,67	6,96
NORD-OUEST	11	414	179	78	593	30,44	13,27
SUD-OUEST	7	89	15	4	104	14,42	3,85
TOTAL	48	2 015	292	163	2 307	13,30	7,54

Il ressort du tableau 3 qu'en 2025, 48 ateliers communaux ont été organisés pour une participation totale de 2 307 participants dont 13,30% de femmes et 7,54% des jeunes.

Depuis le début du Projet, 108 ateliers communaux ont été organisés où 5 952 leaders des communautés / Coordonnateurs des CV/CQ ont été formés sur une cible de 7 860 soit un pourcentage de 75,73% parmi lesquels 68,12% d'hommes, 31,88% des femmes et 14,48% des jeunes.

B. Partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC).

Conscient des limites de la formation ad hoc et pour corriger les gaps d'inclusion observés, le PROLOG a opté pour une approche structurelle en nouant un partenariat de vingt-quatre (24) mois avec le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC). Ce Mémoire d'Entente vise à massifier le déploiement du programme de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des bureaux des CV/CQ, en mobilisant le réseau des Centres Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse (CMPJ) et des services déconcentrés de l'État.

À la fin de la période sous revue, des résultats préparatoires tangibles ont été obtenus dans le cadre de ce partenariat :

- Le Projet de Mémoire d'Entente a été **intégralement validé** par les équipes techniques conjointes MINJEC/PROLOG/MINDDEVEL ;

-
- L'accord a franchi l'étape de l'élaboration technique ouvrant la voie à une signature officielle prévue en avril 2026 ;
 - Les modules de formation couvrant 14 thématiques clés (dynamique de groupe, gestion financière, inclusion des femmes et des jeunes, sauvegardes environnementales, gestion des plaintes, etc.) ont été identifiés, avec un atelier de validation du manuel d'exécution prévu pour fin avril 2026.

L'opérationnalisation de cette convention avec le MINJEC va permettre un changement d'échelle sans précédent, dont le financement est évalué à plus de 5,6 milliards de FCFA pour la couverture de deux sessions annuelles (Mars-Avril et Août-Septembre).

Les prévisions statistiques et les cibles fixées par ce partenariat sont particulièrement ambitieuses pour le Projet :

- Un ciblage massif : L'objectif est de former les membres des bureaux de 139 communes ;
- Un maillage complet : La stratégie prévoit de cibler en moyenne 30 CV/CQ par commune ;
- L'exhaustivité des effectifs : En formant 8 membres par CV/CQ (soit 240 membres par commune), le PROLOG et le MINJEC ambitionnent de transférer des compétences de base à 33 360 membres à travers les régions du Projet.

Ce dispositif robuste garantira non seulement une montée en compétences généralisée des acteurs communautaires, mais assurera également une meilleure implication des jeunes (naturellement attirés par les CMPJ) et des femmes dans le cycle de gestion des infrastructures.

1.1.d : Formation des membres de la communauté à la mise en œuvre et à l'entretien des infrastructures communautaires

Dans le cadre de la formation des membres des communautés à l'entretien des infrastructures communautaires, des discussions ont abouti avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), afin de mobiliser les Centres de Métiers (SAR-SM) comme structure d'accueil des formations. Un mémorandum d'entente a été finalisé à cet effet et sera signé dès le début du mois de février. Un manuel d'exécution du plan de formation a été élaboré et partagé avec la Banque pour avis. Un cadre d'exécution régional accompagné des Termes de Référence (TdR) et du plan d'action sera validé entre chaque UCR et les acteurs locaux. Cette activité vise à terme à former 12 500 membres des communautés dont 8 340 en 2026 et 4 160 en 2027.

c) Analyse critique des résultats de la sous composante 1.1

La mise en œuvre des activités de cette sous composante se sont déroulées de façon satisfaisante y compris dans les zones à fort risque sécuritaire telles que le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Quelques retards de démarrage de la mobilisation communautaire ont été

observés en raison de la difficile appropriation de cette démarche nouvelle par les acteurs communaux et les délais nécessaires à l’implantation du Projet dans les zones difficiles. Pour palier à ces difficultés, une approche par solution locale a été déployée, notamment la formation des relais communaux et la responsabilisation des leaders communautaires. A cet égard, des ateliers communaux ont pu être organisés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest respectivement, ainsi que des assemblées générales pour la mobilisation de plus de 42 000 membres des communautés. Il est envisagé pour le prochain cycle de mobilisation, l’utilisation des Assistances Techniques (AT) pour accompagner les communautés. Ces AT travailleront dans les zones à fort risque sécuritaire avec les ONG localement installées. Il faut toutefois noter que la mise en œuvre des activités de la sous composante 1.1 n’est pas traduit dans le cadre des résultats en termes d’indicateurs d’Objectif de Développement (ODP) et d’indicateur de Résultat Intermédiaire (RI). Toutefois, ces activités ont contribué à l’amélioration de l’indicateur RI relatif à la participation des femmes à des postes de leadership, soit 27,76% pour une cible en fin de Projet de 30%.

Sur la base des acquis l’approche de mise en œuvre semble efficace et porter des fruits. Toutefois, les dépenses moyennes pour la mobilisation des communautés évalué à peu près à 967,6 millions de FCFA devrait se poursuivre en 2026 et 2027 pour un besoin d’environ 2,21 milliards de FCFA. Le besoin le plus important porte sur les formations des membres des bureaux des CV/CQ aux compétences de base et les membres des communautés aux métiers techniques, et est estimé d’ici la fin du Projet à près de 10 milliards de FCFA.

III.1.2. Sous-composante 1.2 : Investissements communaux (100 millions USD)

a) Description

Cette sous-composante fournira (i) un soutien technique aux CV nouvellement formées et en activité pour développer des plans d’action communautaires (PAC), (ii) un soutien technique aux CV pour sélectionner les infrastructures communautaires prioritaires à financer par la sous-composante, (iii) des infrastructures communautaires résistantes au climat.

b) Etat d’avancement de la sous-composante 1.2

1.2.a : Appui aux CV/CQ pour la formulation des PAC incluant les PGES

Pour ce qui est de la formulation des Plans d’Action Communautaires (PAC), il était question de fournir une Assistance Technique aux CV/CQ pour le développement des Plans d’Action Communautaires (PAC) intégrant les Plans d’action de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). Les retards dans la stabilisation de l’approche et contractualisation des structures d’appui¹ ont induit une approche alternative afin d’identifier en urgence les sous Projets communautaires, compte tenu des délais courts restants pour l’exécution du Projet,

¹ Recrutement des AT pour les PAC en cours.

Ainsi, pour les cent huit (108) communes pilotes sélectionnées, la démarche adoptée a consisté en une séquence de sensibilisation et de mobilisation communautaire suivant la chaîne Cadres Communaux / leaders communautaires / AG CV/CQ, tout ceci sous l'accompagnement et la supervision de l'UGP et des UCR.

L'organisation des 2 776 assemblées générales a permis aux communautés d'identifier 11 809 sous-Projets communautaires.

1.2.b Appui au processus de sélection de infrastructures communautaires à construire ou à réhabiliter

Dans le cadre du processus de priorisation des sous-Projets identifiés par les communautés, le Projet a appuyé les communes dans la mise en place des Comités Internes de Sélection et de priorisation des sous-Projets (CISP) conformément aux dispositions du manuel opérationnel.

À la suite de la mise en place desdits comités, les communes ont procédé avec l'Assistance Technique des UCR à la priorisation des sous-Projets en conformité avec les orientations sectorielles du Document d'Evaluation du Projet (Project Appraisal Document [PAD]) et des modalités opérationnelles de mise en œuvre.

Le processus de priorisation et de maturation des sous-Projets (vérification de l'éligibilité, vérification de la maturité, préparation des conventions) par les 108 communes a donné lieu à la signature des conventions de subventions entre les UCR et les communes.

Ce processus a permis la sélection finale de 489 sous-Projets pour les 60 communes pilotes et 275 sous Projets pour les 48 communes complémentaires, pour un besoin de financement global de 26,4 milliards de FCFA.

Le tableau 4 présente le nombre de sous Projets communautaires retenus dans les 108 communes.

Tableau 4 : Nombre de sous-Projets communautaires retenus dans les 108 communes

N°	Région	Nombre de sous Projets (60 communes)	Nombre de sous Projets (48 communes)	Total de sous Projets (108 communes)
1	ADAMAOUA	52	44	96
2	EST	43	49	92
3	EXTREME-NORD	171	25	196
4	NORD	61	20	81
5	NORD-OUEST	90	97	187
6	SUD-OUEST	72	40	112
	TOTAL	489	275	764

1.2.c : Octroi de subvention d'appui aux infrastructures communautaires à construire ou à réhabiliter

Les mois de mai et juin 2025 ont été consacrés à : (i) la préparation des conventions de financement PROLOG-Communes (CISG), (ii) la préparation des délégations de signature aux coordonnateurs régionaux et (iii) aux signatures des conventions PROLOG-Communes.

Le tableau 5 donne les statistiques par région sur les allocations aux 60 communes pilotes.

Tableau 5 : Nombre de conventions et volume des allocations pour les sous-Projets communautaires par région.

N°	Région	Nombre de conventions signées	Montant (FCFA)
1	ADAMAOUA	7	1 088 341 717
2	EST	10	1 137 834 088
3	EXTREME-NORD	15	4 133 991 950
4	NORD	7	1 360 692 931
5	NORD-OUEST	11	2 370 222 488
6	SUD-OUEST	10	2 230 970 720
	TOTAL	60	12 322 053 894

Il était envisagé la passation des marchés entre juin et fin août 2025 et l'exécution sur la période septembre - fin novembre 2025.

Au 31 décembre 2025, sur 416 marchés, 228 ont été signés pour un engagement global de 7,62 milliards de FCFA. Pour la couverture de ces engagements, le Projet a versé aux 60 communes pilotes, une avance de 4,62 milliards de FCFA représentant 40% d'avance de l'allocation globale.

Au 31 décembre 2025, le taux d'exécution physique global est estimé à 13,82%.

La mise en œuvre des sous Projets CISG des 60 communes pilotes a permis l'emploi de 482 personnes dont, 43 femmes (08,92%) et 171 jeunes (35,47%).

A date, ce guichet de financement enregistre un taux d'exécution global de 45,45% et un taux d'exécution financière de 6%.

Tableau 6 présente le suivi de l'exécution physico financier des sous Projets CISG au 31 mars 2026.

Tableau 6 : Suivi de l'exécution physico financier des sous Projets CISG au 31 mars 2026

	Nombre total de marchés	Nombre de marchés Annulés au 07/04/2026	Nombre total de marché restants	Nombre total de marchés maturés au 07/04/2026	Nombre total de marchés lancés au 07/04/2026	Nombre total de marchés ouverts au 07/04/2026	Marchés signés au 07/04/2026	Gap Marchés signés au 07/04/2026	Montant d'attribution (TTC)	Notification de démarrage au 07/04/2026	Notification de démarrage des travaux au 07/04/2026	Taux d'exécution physique des travaux au 07/04/2026	Exécution financière du marché au 07/04/2026	Gap exécution financière du marché au 07/04/2026
AD	31	1	30	30	30	30	30	0	1 062 276 959	22	22	33,58%	5499977	1 056 776 982
EST	48	6	42	42	42	38	42	0	982 712 606	22	22	24,54%	0	982 712 606
EN	170	21	149	149	149	124	107	42	2 596 605 100	90	90	42,39%	71763712	2 524 841 389
NO	45	4	41	41	41	38	40	1	1 210 165 575	33	33	30,74%	0	1 210 165 575
NW	73	6	67	67	67	67	67	0	2 329 706 541	67	67	61,21%	402020734	1 927 685 807
SW	68	3	65	65	65	63	57	8	1 907 578 309	45	46	57,08%	91935000	1 815 643 309
TOTAL	435	41	394	394	394	360	343	51	10 089 045 090	279	280	45,45%	571 219 423	9 517 825 668

c) Analyse critique des résultats de la sous composante 1.2

La mise en œuvre des infrastructures communautaires des 60 communes pilotes a contribué aux indicateurs d'ODP notamment celui relatif à l'accès des communautés aux infrastructures socio-économiques résilientes au climat. Cette première phase a permis de toucher de façon globale à date, environ 432 207 membres de communautés dont 34,97% des femmes et 19,23% réfugiés/déplacés internes.

Dans les soixante (60) communes pilotes, l'ensemble des besoins exprimés par les communautés soient environ 7 000 sous Projets n'ont été couverts qu'à 7%, en raison du volume des ressources financières disponibles pour lesdites communes.

Les retards dans la planification des activités de mobilisation et de mise en œuvre des sous Projets ont été observés sur deux (02) étapes principales : la maturation et la passation des marchés. Ces deux (02) difficultés résultent principalement du problème de capacité limitée des communes à maturer dans les délais les sous Projets ainsi que la difficile appropriation des règles et procédure de la Banque mondiale (BM) en matière de passation de marchés. Les fonds alloués au financement des sous Projets communautaires restent largement insuffisants. Le défi principal réside dans les délais d'exécution des sous Projets, la date de clôture du PROLOG étant fixé au 30 septembre 2027.

III.1.3. Sous-composante 1.3 : Investissements intercommunaux (45 millions USD)

a) Description

Cette sous-composante vise à financer des sous-Projets d'une échelle supérieure, qui relient et profitent à plusieurs communes, renforçant ainsi la cohésion territoriale et la résilience climatique à l'échelle régionale. Conformément à la logique de décentralisation du Projet, la maîtrise d'ouvrage de ces investissements est confiée aux Conseils Régionaux/Assemblées Régionales, qui s'appuient sur leurs Plans Régionaux de Développement (PRD) pour identifier les sous-Projets prioritaires. Le processus s'étend de la réalisation des études techniques et de faisabilité à l'octroi des subventions pour la construction ou la réhabilitation des ouvrages.

b) Etat d'avancement de la sous-composante 1.3

1.3.a : Réalisation d'une série d'études en lien avec les infrastructures intercommunales

Les investissements prioritaires à financer par cette sous-composante sont issus des Plans Régionaux de Développement (PRD), déjà développés par les Conseils Régionaux (CR) au démarrage du Projet.

Dans ce contexte, le modus operandi a consisté à extraire des PDR les analyses socioéconomiques avec l'accompagnement des UCR et à identifier les sous-Projets qui disposaient déjà des études de faisabilité.

Les comités de sélection et de priorisation ont été mis en place au sein des conseils régionaux. Ces derniers ont formulé des propositions de sous Projets qui ont été soumises au PROLOG. Ces activités de priorisation se sont déroulées de janvier à fin février 2025.

En termes d'étude, les équipes des UCR ont réalisé pour l'ensemble des sous Projets proposés par les Conseils Régionaux les screenings environnementaux et sociaux ainsi que les Notices d'Impact Environnementales et Sociales (NIES).

Cependant, il est important de noter que le marché de l'étude sur le screening climatique pour chacune des six (06) régions est en cours de démarrage. Il en est de même des études régionales sur la vulnérabilité.

Afin de faciliter la structuration des sous Projets résilients, une étude a été réalisée et définie la stratégie globale de structuration des infrastructures en fonctions des zones agroécologiques des régions d'intervention du Projet.

Pour ce qui est du second cycle d'investissement avec les Conseils Régionaux (CR), les études techniques sont finalisées et seront accompagnées des documents de sauvegarde environnementale et sociale à réaliser par des Cabinets d'Assistance Techniques (AT) qui ont été mobilisés.

1.3.b : Octroi des subventions aux Conseils régionaux pour la réalisation des infrastructures intercommunales

À la suite du processus de sélection par les Comités Internes des Conseils Régionaux intervenu au mois de mars 2025, le Projet a organisé six (06) ateliers régionaux de présentations de sous-Projets et de signature des conventions de financement.

Le tableau 7 présente par région le volume des subventions ainsi que le nombre de sous-Projets intercommunaux retenus.

Tableau 7 : Nombre de sous Projets intercommunaux retenus et montants y afférents

N°	Régions	Nombre de sous Projets	Montant (FCFA)
1	Adamaoua	3	1 191 859 315
2	Est	3	1 151 745 539
3	Extrême-Nord	5	3 030 096 821
4	Nord	5	1 915 744 911
5	Nord-Ouest	5	3 410 546 571
6	Sud-Ouest	4	1 127 432 833
TOTAL		25	11 827 425 990

Il convient de relever que sur les vingt-cinq (25) sous-Projets intercommunaux, les secteurs de l'éducation, de la santé, des routes et du commerce ont été principalement retenus.

Au 31 décembre 2025, vingt (20) contrats d'exécution ont été signés pour un montant global de 8,57 milliards de FCFA. En ce qui concerne la maîtrise d'œuvre, quinze (15) contrats ont été signés et sont en cours de mise en œuvre pour un montant de 814 millions de FCFA. Le volume global des engagements est estimé à 9,38 milliards de FCFA.

Un volume de 4,7 milliards de FCFA a été mobilisé et mis à la disposition des Conseils Régionaux pour la clôture partielle de leurs engagements contractuels.

Au 31 janvier 2026, le taux d'exécution physique est de 18,94%. Un montant de 1,4 milliards de FCFA a été effectivement payé aux entreprises au titre de règlement des premiers décomptes.

A date, ce guichet de financement enregistre un taux d'exécution physique de 29,74%. Un montant de 2 346 571 269 FCFA a été décaissé aux entreprises, soit un taux d'exécution financière d'environ 27% de l'enveloppe.

Les tableaux 8 et 9 présentent respectivement le suivi des activités de passation des marchés des travaux et des Maitrises d'œuvre (MOE) du guichet RCSG au 31 mars 2026.

Tableau 8 : Tableau de suivi des activités de passation des marchés des travaux au 31 mars 2026.

	Nombre total de marchés	Marchés signés au 07/04/2026	Gap Marchés signés au 07/04/2026	Montant d'attribution (TTC)	Notification de démarrage au 07/04/2026	Notification de démarrage des travaux au 07/04/2026	Taux d'exécution physique des travaux au 07/04/2026	Exécution financière du marché au 07/04/2026
AD	3	2	1	962 852 040	2	2	53,75%	403 051 387
EST	3	3	0	1 067 071 462	3	3	20,73%	174 716 128
EN	5	5	0	2 379 396 453	5	5	13,67%	334 857 913
NO	5	0	5	0	0	0	#DIV/0!	0
NW	5	5	0	3 098 706 178	5	5	57,76%	1 167 872 514
SW	4	4	0	1 051 690 165	4	4	41,07%	266 073 327
TOTAL	25	19	6	8 559 716 298	19	19	38,82%	2 346 571 269

Tableau 9 : Suivi des activités de passation des marchés des Maitrises d'œuvre (MOE) au 31 mars 2026

	Nombre total de marchés	Marchés signés au 07/04/2026	Gap Marchés signés au 07/04/2026	Montant d'attribution (TTC)	Notification de démarrage au 07/04/2026	Notification de démarrage des travaux au 07/04/2026	Taux d'exécution physique des travaux au 07/04/2026	Exécution financière du marché au 07/04/2026
AD	2	2	0	100 075 939	2	2	66,70%	36 450 992
EST	1	1	0	65 109 656	1	1	20,85%	13 021 931
EN	5	5	0	273 200 674	5	5	0,00%	0
NO	5	3	2	0	0	0	0,00%	0
NW	5	5	0	308 179 601	5	5	50,82%	69 462 500
SW	2	2	0	66 803 145	2	2	31,37%	6 788 753
TOTAL	20	18	2	813 369 015	15	15	31,71%	125 724 176

1.3.3 : Assistance technique aux Conseils Régionaux pour l'élaboration des PGES

Pour les 25 premiers sous-Projets d'infrastructures intercommunales, les outils relatifs aux PGES ont été élaborés par les personnels des UCR. Il s'agit notamment des screenings environnementaux et sociaux, ainsi que des Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES). Au total, 50 instruments stratégiques de mise en œuvre des sous Projets intercommunaux ont été réalisés.

Pour tous ces sous Projets intercommunaux, des consultations publiques ont été réalisées.

Le tableau 10 donne les statistiques des consultations publiques réalisées dans les 25 sous Projets intercommunaux.

Tableau 10 : Statistique des consultations publiques des 25 sous-Projets intercommunaux

REGIONS	Population hôte		Réfugiés		Jeunes (inf 25 ans)		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Adamaoua	158	37	0	0	0	0	195
Est	48	18	0	0	30	0	96
Extrême-Nord	246	46	18	5	15	31	361
Nord	200	72	0	0	28	11	311
Nord-Ouest	30	16	0	0	07	0	53
Sud-Ouest	78	55	0	0	0	0	133
TOTAL	760	244	18	5	80	42	1149

Il ressort du tableau 10, que 1 149 personnes (parmi lesquels 87% des populations hôtes, 2% des réfugiés et 10,62% des jeunes) ont été directement consultées pour la réalisation des infrastructures intercommunales. En effet, les consultations publiques garantissent le droit fondamental des communautés affectées (directement ou indirectement) par l'infrastructure à être informées, à donner leur avis et à être écoutées. Ce processus renforce l'engagement citoyen et consolide le contrat social entre l'État/Collectivités Territoriales Décentralisées et les communautés.

Dans le cadre du prochain cycle d'investissement avec les Conseils Régionaux, six (06) firmes d'AT ont été recrutées afin de faciliter et d'accélérer l'élaboration des documents de sauvegarde environnementale et sociale ainsi que le processus d'obtention des Certificats de Conformité Environnementale et Sociale (CCES). Ces AT sont à date on board.

c) Analyse critique des résultats de la sous composante 1.3

Cette sous composante n'est pas particulièrement liée au cadre des résultats mais concourt à la satisfaction des conditions fixées par les documents de sauvegardes environnementale et sociale. La totalité des besoins exprimés ne sont pas couverts en raison des délais d'exécution très longs entrainerait certains types de documents de sauvegardes notamment, les Etudes d'Impacts Environnementale et Sociale (EIES). A cet égard, le Projet s'est limité à des opérations ne relevant pas de cette catégorie.

Si les screening ont été réalisés dans des délais courts, il faut noter que les NIES ont consommé beaucoup plus de temps en raison des retards observés dans la validation des TdR par les administrations compétentes ainsi que la délivrance des Certificats de Conformité Environnementales et Sociales (CCES). Le point d'achoppement portait principalement sur le paiement des frais d'examen des TDR et des rapports.

III.2. Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services (USD 90 millions)

Cette composante constitue le pilier institutionnel du PROLOG. En effet, alors que la Composante 1 se concentre sur la réalisation d'infrastructures physiques, la Composante 2 vise à renforcer le cadre réglementaire et les capacités des acteurs qui le mettent en œuvre. Elle a pour objectif de fournir une Assistance Technique (AT) aux entités centrales et locales pour rendre le processus de décentralisation plus opérationnel, et de renforcer la capacité des autorités locales à gérer les ressources et à exercer leurs compétences de manière plus efficace, participative et inclusive. Elle s'articule autour de trois (03) sous-composantes : (i) le renforcement des capacités institutionnelles au niveau central (2.1), (ii) le renforcement des capacités locales de prestation de services (2.2) et (iii) la Subvention Basée sur la Performance (2.3).

III.2.1. Sous-Composante 2.1 : Renforcement des capacités institutionnelles à plusieurs niveaux pour la décentralisation (15 millions USD)

a) Description

L'objectif de cette sous-composante est de renforcer les capacités techniques des entités concernées, principalement au niveau central, afin d'améliorer le cadre institutionnel et législatif qui régit la gouvernance et la décentralisation au Cameroun. Les actions menées visent à appuyer les réformes structurelles, notamment en ce qui concerne la stratégie nationale de décentralisation, le système fiscal intergouvernemental et la gestion des ressources humaines de la fonction publique locale.

b) Etat d'avancement de la sous composante 2.1

La mise en œuvre de cette sous-composante s'est matérialisée à travers le lancement des études structurantes visant à affiner les priorités de réformes à couvrir par le Projet dans le sous-secteur de la décentralisation et du développement local. Les activités principales déjà réalisées ont permis d'accompagner l'aboutissement de plusieurs réformes notamment :

- L'adoption et la promulgation de la nouvelle loi sur la fiscalité locale ;
- L'adoption et la promulgation de la loi portant enregistrement des faits d'état civil avec l'emphase sur la digitalisation ;

-
- Un ensemble des textes réglementaires relatifs à la gestion des ressources humaines des CTD.

En termes d'outils élaborés mis à la disposition du Ministère de la décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL), on peut noter :

- Le guide méthodologique de formulation des Plans d'Action Communautaire (PAC) ;
- Le rapport diagnostic sur la priorisation des besoins en réformes dans le sous-secteur de la décentralisation et du développement local ;
- Le plan global de renforcement des capacités des CTD.

On notera également, le processus en cours de finalisation de la révision de la Stratégie Nationale de la Décentralisation et du Développement Local (SNDDL).

c) Analyse critique des résultats de la sous composante 2.1

Les activités de cette sous composante relatives aux réformes n'ont pas été définies en rapport avec les indicateurs du cadre des résultats. Il reste tout aussi à noter que le démarrage des réformes en raison de la multitude des acteurs institutionnels demeure lent. En termes de succès, on notera que les activités de cette sous composante ont permis de stabiliser les piliers d'accompagnement de la réforme. Il s'agit de :

- La modernisation de la gestion des finances locales ;
- La modernisation de la gestion des ressources humaines des CTD ;
- La digitalisation de l'enregistrement des faits d'état civil.

La mise en œuvre des réformes est particulièrement tributaire des décisions institutionnelles et dans certains cas des accords politiques avec la Banque mondiale (BM). Cette situation pose de grands retards dans le démarrage de certaines réformes. A titre illustratif, on peut citer la mise en place d'un nouveau Système Intégré de Gestion des Finances Locales (SIGFIL) qui viendra à terme remplacer le SIMBA. Des discussions au haut niveau entre le Gouvernement et la Banque mondiale (BM) ont permis de lever certaines contraintes notamment, le démarrage des travaux pour la mise en place du SIGFIL, ainsi que le système de gestion des ressources humaines des CTD.

III.2.2. Sous-Composante 2.2 : : Renforcement des capacités locales et prestation de services (30 millions USD)

a) Description

Cette sous-composante se concentre sur le renforcement des capacités des municipalités et des Conseils Régionaux dans les six (06) régions cibles afin qu'ils puissent gérer les ressources qu'ils reçoivent et mettre en œuvre les sous-Projets de manière participative et efficace, et pour combler leurs lacunes en matière de préparation, d'évaluation, de mise en œuvre et

d'entretien des infrastructures afin d'améliorer durablement la qualité des services fournis aux populations.

b) Etat d'avancement de la sous composante 2.2

Cette sous composante s'est principalement concentrée sur le renforcement des capacités humaines des CTD (Municipalités et Conseils Régionaux) et a engagé un processus d'acquisition de certains équipements au profit desdites CTD.

2.2.a Renforcement des capacités de base des Conseils régionaux et des municipalités dans la gestion des ressources

Pour ce qui est du renforcement des capacités humaines, les personnels des Conseils Régionaux et des municipalités ont bénéficié au cours de la période sous revue des formations suivantes :

- ➔ Douze (12) ateliers régionaux de formation des Cadres Communaux de Développement (CCD) sur la mobilisation communautaire et la sélection des sous-Projets (CISG) pour 108 communes éligibles ;
- ➔ Deux (02) ateliers de formation des Présidents et Secrétaires des Commissions Internes de Passation des Marchés (CIPM), des Responsables des SIGAM et des Cadres des six (06) Conseils Régionaux au montage d'un dossier d'appel d'offre (DAO) type de la Banque mondiale (BM) ainsi que la prise en compte des sauvegarde E&S dans les DAO de la BM ;
- ➔ L'atelier de formation (en ligne) de soixante (60) Cadres Communaux de Développement (CCD) au remplissage (i) du screening environnemental et social des sous Projets communautaires et (ii) du formulaire des assemblées générales (AG) ;
- ➔ Six (06) sessions de renforcement des capacités (à raison d'un atelier par région) des membres des différentes Commissions Internes de Passation des Marchés (CIPM) auprès des Communes et services des marchés, sur les procédures de passation des marchés de la Banque mondiale et sur la bonne maîtrise du Dossier d'Appel d'Offre (DAO) type de la Banque mondiale ont été organisés ;
- ➔ Six (06) sessions de formation des personnels des Conseils Régionaux aux mécanismes MGP et VBG ;
- ➔ Une (01) session de formation et de partage sur le mécanisme de mise en place et de fonctionnement des CV/CQ en partenariat avec la GIZ et Sightsavers ;
- ➔ Une (01) session de formation des personnels des communes de la région du Nord sur les MGP et VBG ;
- ➔ Six (06) ateliers régionaux de formation et d'appropriation par le personnel des CTD de la nouvelle loi sur la fiscalité locale.

Au total, trente-cinq (35) sessions de formation aux profits des personnels des CTD ont été organisées par le Projet et ont permis le renforcement des capacités de 1 473 personnels des CTD.

En ce qui concerne l'acquisition de certains équipements au profit des CTD, un marché est en cours pour l'acquisition de 108 tablettes pour la collecte et la remontée des données communales.

2.2.b Renforcement des capacités des CTD dans la chaîne planification programmation et budgétisation

La mise en œuvre de cette composante a été fortement limitée par les calendriers électoraux (élection présidentielle, élection régionale et report de 18 mois des élections municipales). En effet, la réforme de la planification et de la programmation a retenu l'arrimage des documents stratégiques y relatifs aux mandats des élus locaux. A cet égard, les activités prévues en 2025 ont été reportées en 2026.

c) Analyse critique des résultats de la sous composante 2.2

Le report de calendrier électoral qui n'a pas permis le déploiement du renforcement des capacités des CTD dans la chaîne PPBS a fortement limité la contribution de cette sous composante aux indicateurs des résultats liés à l'élaboration des plans de développement des CTD ainsi que sur l'indicateur de prise en compte des PAC dans les documents de planification locale. Des efforts devront être poursuivis afin d'assurer l'élaboration des PAC dans la majorité des communes cibles ainsi que les plans de développement des communes et régions d'intervention.

Les solutions proposées pour l'accélération de cette sous composante portent principalement sur la concentration des interventions autour de 03 points majeurs :

- La formation des personnels des CTD sur les thématiques de base à travers des accords-cadres avec des institutions pérennes telles que l'ARMP et la NASLA ;
- L'appui à l'élaboration des outils stratégiques de planification et programmation locale à travers la mobilisation des AT par région ;
- L'appui à la modernisation de la gestion fonctionnelle des CTD à travers la mise en place d'une dorsale informatique et des outils et logiciels de gestion des finances locales, des ressources humaines et de l'état civil.

III.2.3. Sous-Composante 2.3 : Subventions basées sur la performance (45 millions USD)

a) Description

L'objectif de cette sous-composante est d'accorder aux CTD des appuis sur la base de leurs performances en matière de gouvernance et de prestation de services. Sa mise en œuvre est encadrée par un manuel qui prévoit entre autres (i) la formule objective de calcul des enveloppes maximales de chaque CTD à partir des données de population, de superficie et de pauvreté, (ii) les Conditions Minimum Obligatoires (CMO) pour bénéficier de l'outil ainsi les aspects de performance attendue des bénéficiaires, (iii) les mécanismes interactifs d'évaluation annuelle de votre performance et (iv) l'encadrement de l'usage des ressources dédiées ainsi les modalités de leur mobilisation.

Ce guichet de financement apporte une enveloppe globale de 28,3 milliards de FCFA à transférer aux CTD éligibles sous forme de don et ce sur la base de l'atteinte par lesdites CTD des indicateurs de performance. Il a été convenu dans le manuel dédié à la mise en œuvre de cette initiative que 75% (21,28 milliards de F CFA) seraient alloués aux communes éligibles et 25% (7,096 milliards de F CFA) aux 6 Conseils Régionaux éligibles.

b) Etat d'avancement de la sous composante 2.3

Dans le cadre de la Subvention Basée sur la Performance (SBP), un manuel opérationnel a été élaboré et validé conjointement par la Banque mondiale (BM) et le Comité de Pilotage (COFIL) afin de définir les conditions et modalités d'évaluation de la performance d'une part et d'affectation des subventions d'autre part.

Au cours de la période sous revue, deux (02) cycles d'évaluation CMO ont été mise en œuvre en 2024 et 2025. L'évaluation IDP a été engagée en janvier 2026 et intègre les 187 communes et 06 Conseils Régionaux des zones d'intervention du Projet.

En ce qui concerne le premier cycle d'évaluation des CMO pour l'année 2024, seules les 187 communes des zones d'intervention du Projet y ont été soumises. A la suite des autoévaluations, des vérifications des dossiers par les équipes mixtes et la revue qualité de la Banque mondiale, 74 communes sur 187 (39,57%) ont satisfait aux conditions minimums obligatoires requises, leur donnant accès à l'APN représentant 40% de leurs allocations indicatives, soit un montant total de 3 506 125 862 FCFA. Les résultats de ce cycle d'évaluation ont été soumis à la contre vérification et à la certification de la Chambre des Comptes (CC).

En ce qui concerne le second cycle d'évaluation CMO, une amélioration substantielle de la performance des communes a été observée passant d'un taux de réussite de 39,57% à 56,68%. L'entrée en lice des Conseils Régionaux a donné lieu à un taux de succès de 50%. Ce second cycle a permis l'octroi aux CTD supplémentaires de leurs APN représentant 40% de l'enveloppe indicative, soit un montant global de 6 108 485 046 FCFA dont 3 269 840 046 FCFA aux 48 communes SBP supplémentaires et 2 838 645 000 FCFA aux Conseils Régionaux.

De l'exécution des sous-Projets SBP (Cycle 2024)

L'octroi des subventions de 3,5 milliards de FCFA aux 74 communes du premier cycle ont permis l'identification et le financement de cent quarante-huit (148) sous-Projets. Ces communes sur la base de la réaffectation des ressources devraient recevoir une enveloppe globale de l'APN supplémentaire de 1 735 566 688 FCFA.

A date, dans ce guichet de financement, il ressort ce qui suit :

- ▶ 60 marchés démarré et en cours d'exécution (39%) ;
- ▶ 23 marchés sont terminés et réceptionnés provisoirement (AD : 02, EN : 05, NO : 01, NW : 07, et SW : 08). Les Comités de Gestion (COGES) des infrastructures sont mis en place ;
- ▶ Taux d'exécution physique 45,47 % ;

► Exécution financière : 130 022 661 FCFA soit, un taux d'exécution financière 4%.

Le tableau 11 présente le suivi des activités de passation des marchés du guichet SBP au 31 mars 2026.

Tableau 11 : Suivi des activités de passation des marchés du guichet SBP au 31 mars 2026

	Nombre total de marchés	Nombre de marchés Annulés au 07/04/2026	Nombre de marchés restants	Nombre total de marchés maturés	Nombre total de marchés lancés	Nombre total de marchés ouverts	Marchés signés au 07/04/2026	Gap Marchés signés au 07/04/2026	Montant d'attribution (TTC)	Notification de démarrage au 07/04/2026	Notification de démarrage des travaux au 07/04/2026	Taux d'exécution physique des travaux au 07/04/2026	Exécution financière du marché au 07/04/2026
AD	18	0	18	18	18	16	16	2	518 115 997	13	13	23,83%	7 305 938
EST	35	12	23	23	23	21	23	0	505 312 623	9	8	10,99%	0
EN	26	3	23	23	21	19	13	10	323 292 187	12	12	56,75%	12 208 488
NO	29	6	23	23	23	23	23	0	574 906 820	15	15	39,16%	0
NW	23	2	21	21	21	21	21	0	606 444 985	18	18	74,18%	70 872 826
SW	22	0	22	22	21	22	21	1	498 515 431	7	7	67,97%	39 635 409
TOTAL	153	23	130	130	127	122	117	13	3 026 588 043	74	73	45,47%	130 022 661

Pour le premier cycle CMO, 148 sous Projets ont été identifiés pour 69 marchés signés correspondant à un montant global de 2,25 milliards de FCFA. Pour les marchés déjà signés, le taux global d'exécution physique est de 18,94%.

c) Analyse critique des résultats de la sous composante 2.3

Les activités de cette sous composante ont contribué à l'amélioration certains indicateurs intermédiaires du cadre des résultats. Il s'agit notamment de l'indicateur d'ODP relatif à l'atteinte des objectifs de performance dans le cadre de la SBP. A date, la valeur de cet indicateur est estimée à 56,68%.

Des retards substantiels sont observés dans le calendrier de mise en œuvre de cette sous composante, d'une part en raison de l'enclavement de certaines communes et des délais parfois longs de vérification qualité de la Banque. On notera aussi, des retards importants dans le processus de contre vérification et certification de la Chambre des Comptes en raison du délai nécessaire de son appropriation de l'initiative ainsi que du calendrier surchargé de ladite chambre.

III.3. Composante 3 : Gestion, suivi et évaluation du Projet (USD30 millions)

a) Description

Cette composante est transversale et essentielle au bon fonctionnement du PROLOG. Elle couvre l'ensemble des activités nécessaires à la gestion administrative et fiduciaire, au pilotage stratégique, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des résultats du Projet, afin de garantir l'atteinte de ses objectifs de développement.

Trois (03) sous composantes y sont définies :

- **La sous composante gestion administrative du Projet.** Cette sous-composante appuie la mise en place de l'UGP placée sous la tutelle du MINDDEVEL, pour coordonner les activités de mise en œuvre dans chaque région. Elle soutient le fonctionnement de l'UGP et finance la gestion globale du Projet, ainsi que les garanties environnementales et sociales, la passation des marchés et la gestion financière. Elle soutient également les UCR qui sont responsables de l'exécution quotidienne des activités du Projet. Enfin, cette composante finance les biens, l'assistance technique, les services de conseil, la formation et les coûts de fonctionnement pour l'UGP et les UCR, selon les besoins, afin de faciliter la mise en œuvre du Projet.
- **La sous composante suivi et évaluation.** Le Projet adoptera un système de suivi et d'évaluation participatif et solide, axé sur un suivi proactif et un apprentissage adaptatif. Une gamme d'instruments sera déployée pour collecter des informations quantitatives et qualitatives, en mettant l'accent sur le suivi des indicateurs au niveau des résultats, la synthèse des leçons émergentes et la communication des

résultats aux principales parties prenantes. Les bénéficiaires, y compris les CTD, participeront à une auto-évaluation qualitative pour mesurer leur satisfaction quant aux améliorations résultant du sous-Projet. Un système d'information géographique (SIG) solide et axé sur les performances, ainsi que le développement d'applications TIC pertinentes, seront mis en place pour collecter et analyser les données de suivi et d'évaluation au niveau central. Le Projet utilisera la méthode GEMS (Geo-Enabling method for Monitoring and Supervision - Méthode de géo-activation pour le Suivi et la Supervision), qui est couramment utilisée dans les environnements FCV, avec le soutien de l'équipe GEMS de la Banque mondiale. Par l'intermédiaire du GEMS, les capacités seront renforcées parmi le personnel de l'UGP et des UCR et les agences gouvernementales afin de tirer parti de la technologie à source ouverte à faible coût, telle que KoBoToolbox, pour la collecte et l'analyse de données numériques. Les outils et méthodes GEMS seront utilisés pour créer un système numérique de suivi et d'évaluation permettant de suivre en temps réel les indicateurs du Projet et la dynamique locale, ainsi que de géolocaliser les infrastructures et les petits travaux. L'utilisation systématique du GEMS permettra à l'UGP d'améliorer la précision et la responsabilité du S&E et de créer des plateformes personnalisées pour la supervision à distance, la gestion des risques en temps réel et la coordination entre les partenaires.

- **La sous composante gestion des connaissances.** Le Projet soutiendra l'évaluation périodique des enseignements tirés de la mise en œuvre du Projet : réalisation des objectifs, pertinence des modalités de mise en œuvre, adéquation et impact des interventions du Projet, état de la collecte et de l'utilisation des données, fonctionnement des partenaires de mise en œuvre, coordination entre les parties prenantes, obstacles à la mise en œuvre, conflits émergents, etc. Les leçons apprises seront documentées et appliquées pour introduire des améliorations dans la mise en œuvre du Projet. Les membres les plus performants des CV seront sélectionnés pour participer au programme "Champions de la communauté", dans le cadre duquel ils recevront une formation supplémentaire en matière de leadership et prendront part à des échanges de connaissances transrégionaux. Une approche similaire peut être utilisée pour reconnaître les CTD opérant dans et travaillant avec ces communautés, en s'appuyant également sur le modèle du PNDP et en partageant les connaissances avec d'autres CTD.

b) Etat d'avancement de la composante 3

► De la mise en place et du maintien de l'UGP et des UCR

Une (01) Unité de Gestion du Projet (UGP) et six (06) Unités de Coordination Régionales (UCR) ont été mises en place et sont opérationnelles.

► Du recrutement et de la mobilisation du personnel

A date au total soixante-trois (63) personnels sont mobilisés, dont 23 à l'UGP (15 experts et 08 personnels d'appui) et 40 dans les 06 UCRs.

► De la mobilisation des ressources matérielles

Des locaux abritant l'UGP ainsi que les 06 UCR ont été mobilisés et mis en fonction. Le mobilier de bureau, le matériel informatique et les autres équipements de bureau ont été acquis et installés dans toutes les unités. 14 motos tout-terrain ont été mobilisées pour faciliter les déplacements en zones difficiles, et 16 véhicules ont été acquis et déployés.

► **De l'élaboration du manuel de S/E**

Un manuel de suivi-évaluation du PROLOG a été élaboré et validé par la Banque.

► **De l'élaboration de la situation de référence du PROLOG**

Un rapport sur la situation de référence a été élaboré par l'UGP et validé par la Banque mondiale (BM).

► **De la mise en place de l'outil GEMS**

Les Experts de l'UGP et des UCR ont été formés courant 2025 à la prise en main de GEMS. Un compte kobotoolbox de l'UGP a été créé et permet le déploiement de l'outil GEMS. A ce titre, des formulaires ont été élaborés et les données exploitées à travers un tableau de bord. L'UPG et les UCR poursuivent le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de suivi-évaluation. On peut considérer que le système de collecte et de remontée des informations du Projet est parfaitement fonctionnel.

► **De la performance du Projet**

Sur la base du Cadre des Résultats retenu dans le PAD, certains indicateurs intermédiaires du Projet ont enregistré des progrès. Toutefois, l'UGP a élaboré la matrice des indicateurs et évalué leur mesurabilité ainsi que le réalisme et l'atteignabilité des cibles dans le cadre de la revue du Cadre des Résultats (CdR) du Projet. Un rapport de revue a été élaboré et partagé avec la Banque.

Pour ce qui est de la gestion des connaissances, les activités n'ont pas effectivement démarré. Toutefois, des termes de référence pour une étude relative à la réalisation d'un système intelligent de gestion des connaissances ont été élaborés. En capitalisant sur les acquis de terrain, les missions d'échanges et de best practice dans le cadre de l'organisation et la gestion des CV/CQ, seront déployés en 2026 et 2027, et un système pérenne de gestion et de diffusion des connaissances générés par le Projet sera mis en place.

c) Arrangements institutionnels

De la structure organisationnelle du Projet.

La structure organisationnelle du PROLOG est conçue pour assurer une gestion à la fois stratégique au niveau national et opérationnelle au niveau local, tout en impliquant les acteurs communautaires.

► **Au niveau national : Pilotage et Coordination**

- **Le Comité de Pilotage (COPIL) :** C'est l'organe d'orientation stratégique du Projet. Il valide les plans de travail budgétisés annuels (PTBA) et s'assure de la cohérence du

Projet avec les politiques publiques de décentralisation. Il est présidé par le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) ;

- **L'Unité de Gestion du Projet (UGP)** : Placée sous la tutelle du MINDDEVEL, elle est chargée de la gestion quotidienne, du suivi-évaluation, de la gestion financière et de la passation des marchés au niveau central. Elle assure le reporting global des activités du Projet vers le MINDDEVEL et la Banque mondiale.

➡ **Niveau Régional : Mise en œuvre et Appui**

- **Les six (06) Unités de Coordination Régionales (UCR)** : Le Projet est décentralisé à travers six (06) UCR : Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest. Ces unités sont chargées de la mise en œuvre opérationnelle du Projet sur le terrain.
- **Les Cadres de Concertation Régionaux (CCR)** : Ils veillent à la mise en œuvre des activités dans chaque région et facilitent la collaboration entre les services déconcentrés de l'État et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

➡ **Niveau Local : Exécution et Communautés**

- **Les Régions et les Communes (CTD)** : Ce sont les principaux maîtres d'ouvrage pour les sous-Projets d'infrastructures communautaires et intercommunales et de services sociaux de base. Elles sont responsables de la planification locale et de la gestion des investissements.
- **Les Comités de Concertation Communautaire (CCC)** : Ils jouent un rôle central dans l'identification des besoins et le suivi citoyen des travaux pour garantir que les investissements répondent réellement aux attentes des populations, notamment les plus vulnérables.

Pour pallier les faiblesses de capacités locales, le Projet met l'accent sur le renforcement du coaching et de l'Assistance Technique directe aux régions et aux communes pour débloquer les dossiers de passation des marchés et accélérer les paiements.

Cette structure pyramidale du PROLOG vise à concilier la **rigueur administrative** requise par la Banque mondiale (BM) et la **flexibilité opérationnelle** nécessaire pour intervenir dans des zones fragiles ou en conflit.

De la collaboration avec les départements techniques.

Pour garantir une mise en œuvre à la fois fluide, rigoureuse et transparente, le PROLOG a choisi de s'entourer d'institutions dont l'expertise fait autorité. Le Projet ne se contente pas d'agir seul ; il s'appuie sur un socle de partenariats stratégiques déjà opérationnels. En scellant des alliances avec la CCA-Bank et l'AFG-Bank, le Projet sécurise ses circuits financiers, tandis que la collaboration avec la Chambre des Comptes et l'INS garantit une gouvernance transparente des CTD.

L'élan se poursuit avec une accélération marquée des engagements. Dans les tous prochains jours, est prévue, la signature de nouvelles conventions de partenariat, notamment avec le Ministère de la jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC) et du Ministère de l'Emploi et

de la Formation Professionnelle (MINEFOP). Ces partenariats permettront de renforcer l'impact social sur la jeunesse et l'emploi au sein des communautés à travers l'apprentissage des petits métiers (plomberie, maçonnerie, menuiserie, ...) permettant d'assurer la pérennité des ouvrages en cours de construction. De plus, la signature prévue de la Convention de partenariat entre le Projet et l'**Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** d'une part et entre le Projet et la National School of Local Administration (**NASLA**) viendront consolider d'une part, la maîtrise des procédures de passation des marchés publics et la professionnalisation des ressources humaines relevant de l'administration locale. Enfin, au-delà de ces accords formels, le **PROLOG** bat au rythme même de la décentralisation. Il entretient une symbiose quotidienne avec les directions techniques du **MINDDEVEL (DFL, DSI, DESPC, DPDL, etc.)**. Cette collaboration étroite assure que chaque action du Projet est parfaitement alignée sur les priorités nationales, faisant du PROLOG un véritable bras armé du développement territorial.

IV. GESTION DU PROJET

A. Gestion Financière

Le budget du PROLOG pour l'année 2025 s'est exécuté de façon mitigée avec un taux de réalisation en dessous des attentes.

Sur la base des autorisations du COPIL, le Projet a engagé environ 31 706 128 166 FCFA dont 27 655 575 746 FCFA au titre des subventions d'investissement 4 050 552 420 FCFA au titre des autres dépenses. Le taux global d'engagement budgétaire au 31 décembre 2025 est estimé à 60,27%. Cette contre-performance résulte principalement des sous composantes 2.1 et 2.2 pour lesquelles les opérations d'appui aux réformes dans le secteur de la décentralisation ont démarré timidement. On notera principalement, les activités liées à la réforme sur le système de gestion informatisé des finances locales suspendue en l'absence de consensus entre la Banque et le Gouvernement sur la prise en charge par le Projet de cette activité dont le coût était estimé à 2,030 milliards de FCFA.

On notera aussi un faible déploiement du Projet dans la composante 1, spécifiquement la sous composante 1.1 en raison du décalage dans le démarrage des activités liées au renforcement des capacités des membres des communautés.

En ce qui concerne l'exécution du budget base décaissement, il est estimé au 31 décembre 2025, à 14 ,69 milliards de FCFA soit un taux de 27,93%. Ce faible taux se justifie principalement par le faible niveau d'exécution des subventions par les CTD bénéficiaires et les lenteurs observées dans le processus de passation de marchés. Toutefois, le taux de réalisation des engagements budgétaires est modérément satisfaisant et estimé à 46,34%.

Il est important de noter qu'en 2025, le Projet affinait l'ensemble de ses processus d'exécution du Projet notamment la mobilisation communautaire et l'appui à la réalisation des sous projets par les CTD bénéficiaires. La maîtrise de ces processus bien que limitée par les périodes électorales s'est considérablement améliorée avec les meilleurs niveaux d'exécution au cours du premier semestre 2026.

Le tableau 12 présente le taux d'exécution budgétaire base engagement du Projet.

TABLEAU 12 : ETAT D'EXECUTION DU BUDGET 2025 DU PROLOG

		Pour la période se terminant le 31/12/2025						
Code	Libellé	Réalizations	Engagement	Budget	Disponible	Execution (%)		Taux de réalisation des engagements
						Base engagement	Base décaissement	
1	Améliorat° infrastruct communaut et des sces de base	10 410 795 320	24 924 178 086	33 326 139 769	8 401 961 683	74,79	31,24	41,77
11	Renforcement des Capacités communautaires	751 015 366	774 728 202	5 417 174 715	4 642 446 513	14,30	13,86	96,94
12	Soutien au développement communautaire	4 928 821 558	12 322 053 894	12 850 623 064	528 569 170	95,89	38,35	40,00
13	Construct° et réhabilitat° d'infrastructures intercommunales	4 730 958 396	11 827 395 990	15 058 341 990	3 230 946 000	78,54	31,42	40,00
2	Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux	1 727 716 093	4 004 972 326	12 837 386 297	8 832 413 971	31,20	13,46	43,14
21	Renforcement Capa institutionnelles pour la décentralisat°	90 796 479	264 377 195	3 331 085 190	3 066 707 995	7,94	2,73	34,34
22	Renforcer les capacités locales de prestation de services	234 469 269	234 469 269	6 000 175 245	5 765 705 976	3,91	3,91	100,00
23	Subventions basées sur la performance	1 402 450 345	3 506 125 862	3 506 125 862	0	100,00	40,00	40,00
3	Gestion, suivi et évaluation du projet	2 554 862 132	2 776 977 754	6 441 615 870	3 664 638 117	43,11	39,66	92,00
31	Gestion et administration du projet	2 534 899 682	2 732 616 754	6 257 210 169	3 524 593 416	43,67	40,51	92,76
32	Suivi et évaluation	19 962 450	44 361 000	120 000 000	75 639 000	36,97	16,64	45,00
33	Gestion des connaissances			64 405 701	64 405 701	0,00	0,00	
	Total	14 693 373 544	31 706 128 166	52 605 141 936	20 899 013 771	60,27	27,93	46,34

B. Passation des Marchés

Le service de la passation de marchés du PROLOG utilise le système de Suivi Systématique des Transactions de Marchés Publics (STEP). En effet, STEP est une plateforme de planification et de suivi mise en place par la Banque mondiale pour fournir des données sur les activités de passation de marchés, établir des points de repère, surveiller les retards et mesurer la performance.

Tableau 13 : Situation des marchés planifiés au sein l'UGP en 2025.

Types de Marchés	Nombre de Marchés	Montant total (FCFA)
Consultants	81	4 537 680 639
Fournitures	28	1 823 436 418
Services non consultant	12	330 981 591,33
Travaux	7	73 173 960
TOTAL GENERAL	128	6 765 272 609

Au cours de l'exercice 2025, cent vingt-huit (128) marchés ont été planifiés pour un montant global de 6,76 milliards de FCFA.

TABLEAU 14 : Situation de l'exécution des marchés planifiés au sein de l'UGP au 31 Mars 2026.

Types de Marchés	Nombre de Marchés planifiés	Nombre de Marchés lancés	Nombre de Marchés signés	Montant total des Marchés signés (FCFA)	Taux d'exécution (Marchés signés/Marchés lancés)
Consultants	81	66	48	2 964 693 603	72,72%
Fournitures	28	28	28	1 500 122 649	100%
Services non consultant	12	12	12	195 774 211	100%
Travaux	7	02	02	40 904 322	100%
TOTAL GENERAL	128	108	90	4 701 494 785	84,25%

Sur les 128 marchés planifiés, 108 ont été lancés. Ce gap résulte principalement des marchés liés au déploiement des outils de planification et de programmation budgétaire qui ont été suspendus sur recommandation de la Banque en raison de la prorogation des mandats des Conseillers Municipaux. Sur les 108 marchés, 90 ont été signés pour un montant global de 4 701 494 785 de FCFA soit un taux de contractualisation de 84,25%. Le gap de 18 marchés non signés se justifie par 12 contrats de consultation en cours d'évaluation et des six (06) contrats de marchés relatifs aux études régionales sur la vulnérabilité pour lesquelles la Banque n'a pas accordé son approbation.

C. Gestion du personnel.

S'agissant de la modélisation des ressources humaines, des efforts considérables consentis ont permis d'atteindre un niveau de maturité important en matière de mobilisation des experts techniques.

Au niveau de l'UGP, la totalité des experts sont mobilisés et en poste. En plus des experts principaux, une partie du personnel d'appui a été également mobilisé avec l'appui du MINDDEVEL à travers les ressources de contrepartie. A date l'UGP compte 23 personnels qui se présentent comme suit :

Experts (15)

1. Coordonnateur National;
2. Responsable Administratif et Financier ;
3. Responsable Environnemental ;
4. Responsable Social;
5. Responsable Suivi-Evaluation;
6. Auditeur Interne;
7. Expert en Evaluation Sécuritaire ;
8. Expert Violences Basées sur le Genre ;
9. Spécialiste en Passation de Marchés ;
10. Expert en Gouvernance ;
11. Expert en Développement Local ;
12. Responsable Informatique et réseau ;
13. Responsable de la Communication, de la Documentation et des Relations Publiques ;
14. Assistant Responsable Administratif et Financier ;
15. Assistant Responsable Suivi Evaluation.

Personnel d'appui (08)

1. Cadre d'appui service de la passation des marchés ;
2. Cadre d'appui service de l'Auditeur Interne ;
3. Cadre d'appui services comptables ;
4. Cadre d'appui service Informatique ;
5. Agent d'appui logistique Service de Passation des Marchés
6. Agent, chef service entretien ;
7. Agent de liaison ;
8. Secrétaire.

Au niveau des UCRs, la quasi-totalité des experts sont mobilisés et sont en poste.

Il s'agit dans chaque UCR de :

1. Coordonnateur Régional ;
2. Responsable des questions sociales ;
3. Responsable des questions environnementales ;
4. Responsable Administratif et Financier ;
5. Responsable en Passation des Marchés ;
6. Expert en mobilisation des communautés ;
7. Comptable Régional ;

-
8. Responsable en infrastructures ;
 9. Expert logistique (uniquement pour le Sud-Ouest).

Au total, quarante (40) personnels sont mobilisés dans les UCRs.

Le Projet pour son fonctionnement à date a mobilisé soixante-trois (63) personnels.

Le recrutement du personnel d'appui est en cours de finalisation. Il s'agit :

1. Des Chauffeurs- 16 ;
2. Des secrétaires - 08 ;
3. Des agents d'entretien - 14 ;
4. Des Agents d'accueil et liaison - 08.

Soit au total, soixante-trois (63) personnels pour un effectif total à maturité de 126 personnels.

Toutefois, il convient de relever que certains postes clés ont fait l'objet de libération par les tenants et les processus de leur remplacement sont en cours de finalisation. Il s'agit de : (i) Coordonnateur Régional de l'Adamaoua (admis à faire valoir ses droits à la retraite), (ii) Coordonnateur Régional du Nord (évaluation non satisfaisante à la fin de la période de son contrat de un an), (iii) Responsable Administratif et Financier (RAF) de l'Adamaoua (suspendu par décision de la Banque mondiale), (iv) Responsable Administratif et Financier (RAF) de l'Est (admis à faire valoir ses droits à la retraite), (v) Responsable Administratif et Financier (RAF) du Nord (évaluation non satisfaisante à la fin de la période d'essai), (vi) le Responsable Environnemental Régional du Nord (démission pour mobilisation d'un contrat plus avantageux), (vii) la Comptable Régionale du Sud-Ouest (démission pour mobilisation d'un contrat plus avantageux), (viii) l'Expert Social de l'Extrême-Nord (évaluation non satisfaisante à la fin de la période de son contrat d'un an), (ix) l'Expert Social du Nord-Ouest (admis à faire valoir ses droits à la retraite) et (x) le Chef Comptable (démission pour des motifs multiples : sentiment d'oppression, excès de pression de la charge de travail, difficultés de santé...).

Pour le personnel en place, il faut noter que conformément aux dispositions des contrats de travail, il est prévu à la suite de l'évaluation annuelle, que le renouvellement du contrat pourrait aboutir à une augmentation du salaire n'excédant pas 4%. A cet égard, il sera sollicité du COPIL, une autorisation pour l'application de cette disposition contractuelle.

V. SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Au cours de la période sous revue, le PROLOG a assuré un suivi régulier de ses activités de sauvegarde environnementale et sociale à travers l'élaboration et la transmission de trois (03) rapports trimestriels à la Banque mondiale.

En matière de sauvegardes environnementales et sociales, les efforts ont principalement porté sur la mise à jour et la validation des principaux instruments, notamment le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), le

Plan de Gestion de la Main-d'œuvre (PGMO) et le Cadre de Planification des Peuples Autochtones (CPPA), suivis de leur publication. Par ailleurs, d'autres outils structurants tels que le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), le Plan d'Action VBG et les Codes de conduite ont été également élaborés et validés par la Banque mondiale.

S'agissant des sous-projets communautaires, les équipes en charge des sauvegardes ont procédé à l'examen des dossiers transmis par les Unités de Coordination Régionales (UCR), contribuant ainsi à la signature des conventions avec les communes bénéficiaires. Le processus de screening environnemental et social a été harmonisé et digitalisé via la plateforme KoboToolbox, et une session de formation en ligne a permis de renforcer les capacités de soixante (60) cadres communaux de développement sur l'utilisation de cet outil. Pour les sous-projets intercommunaux, un appui technique rapproché a été apporté aux Conseils Régionaux, allant de l'analyse des requêtes de financement à la maturation des projets, en passant par la réalisation des Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES) et l'intégration des clauses environnementales et sociales dans les dossiers de passation des marchés. Au 31 décembre 2025, vingt-cinq (25) NIES ont été validées et assorties de Certificats de Conformité Environnementale et Sociale (CCES).

Enfin, des actions complémentaires ont été menées pour renforcer la conformité et la performance globale du Projet, notamment l'organisation de sept (07) ateliers de renforcement des capacités en sauvegardes environnementales et sociales, l'élaboration et la validation d'un plan de gestion sécuritaire, ainsi que l'avancement du plan en faveur des peuples autochtones. En matière de gestion des plaintes, l'opérationnalisation du mécanisme a été amorcée avec la première phase des Subventions Basées sur la Performance (SBP), ayant permis le traitement de douze (12) plaintes, la mise en place d'un numéro vert et le lancement des activités de sensibilisation, marquant ainsi les premiers jalons d'un dispositif fonctionnel et accessible aux bénéficiaires.

VI. LEÇONS APPRISSES

a) Leçons apprises

L'analyse du Projet au cours de la période sous revue met en lumière une phase de démarrage solide sur le plan institutionnel, mais confrontée à des défis opérationnels de terrain.

- **Facteurs positifs :**
 - **Succès de la mobilisation communautaire :** En vingt (20) mois de mise en œuvre, le Projet a réussi à organiser 2 776 assemblées générales (AG) qui ont abouti à l'identification de 11 809 sous Projets communautaires.
 - **Adhésion institutionnelle :** La mise en place réussie des comités d'évaluation mixtes (Communes/Régions) et la stabilisation des piliers de la réforme de décentralisation.

-
- **Ciblage efficace** : Une bonne sélection des communes (122 sur 187 prévues, soit 65%) respectant les Conditions Minimum Obligatoires (CMO).
 - **Outils de suivi** : L'utilisation de technologies comme KoboToolbox pour la collecte et la remontée des données du Projet.
 - **Facteurs négatifs** :
 - **Lenteur de décaissement effectif** : Bien que 60% des conventions soient signées, le volume financier décaissé reste faible (23,5%) ;
 - **Délais de passation des marchés** : Un écart important subsiste entre les marchés lancés (55%) et les marchés signés (25%), retardant l'exécution technique qui est encore à 0% pour plusieurs sous-projets.
 - **Leçons apprises** : La signature des conventions ne garantit pas l'immédiateté des travaux. Il est impératif de renforcer l'assistance technique aux communes dès la phase de maturation des dossiers pour réduire le goulot d'étranglement entre l'avis de non-objection (ANO) et le démarrage des chantiers.

VII. CONCLUSION

Au terme de l'exercice 2025, le Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG) affiche des résultats globalement satisfaisants, en dépit d'un contexte marqué par des défis opérationnels importants.

L'année 2025 aura ainsi été caractérisée par une forte mobilisation des acteurs locaux, une intensification des engagements financiers et la mise en place progressive des investissements au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Les acquis enregistrés, notamment en matière de gouvernance locale, de participation citoyenne et de contractualisation des sous-projets, constituent des fondations solides pour la suite de la mise en œuvre.

Toutefois, le rythme encore modéré d'exécution physique des investissements et les délais observés dans la chaîne de passation des marchés et de décaissement appellent à des mesures correctives ciblées. Le renforcement des capacités des acteurs, l'amélioration de la fluidité des procédures et le suivi rapproché des chantiers seront déterminants pour consolider les résultats et garantir la qualité des réalisations.

Dans cette perspective, l'année 2026 s'annonce comme une phase décisive d'accélération et de maturation du Projet. Elle devra permettre de transformer les engagements pris en réalisations concrètes, visibles et durables au bénéfice des populations. Le maintien de la dynamique partenariale, l'optimisation des mécanismes de mise en œuvre et le renforcement du dispositif de suivi-évaluation seront des leviers essentiels pour maximiser l'impact du PROLOG.

En définitive, les progrès accomplis en 2025 confirment la pertinence du PROLOG en tant qu'instrument structurant de promotion de la gouvernance locale et de renforcement de la résilience des communautés. Ils ouvrent la voie à une montée en puissance des interventions et à une amélioration tangible des conditions de vie des populations bénéficiaires.

ANNEXES :

Annexe 1 : Cadre de résultats du PROLOG au 31 janvier 2026

Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Situation de référence		Année 3 (2025)			Fin projet			Justification
		PAD	Etude de référence	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Déc 2025	Taux de réalisation (%)	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Dec 2025	Taux de réalisation (%)	
INDICATEURS DES OBJECTIS DE DEVELOPPEMENT DU PROJET (ODP)										
ODP1 : Accès accru des communautés à des infrastructures résilientes au climat										
1. Bénéficiaires ayant un meilleur accès aux infrastructures sociales et économiques résilientes au climat (Nombre)	Nombre	0,00	0	750 000	218 814	29,17%	1,5 million	218 814	14,58%	
1.1 Dont femmes (%)	Pourcentage	0,00%	32,4%	50%	50,37%	100,74%	50%	50,37%	100,74%	
1.2 Dont réfugiés et PDI (%)	Pourcentage	0,00%	29%	20%	10,39%	51,95%	20%	10,39%	10,39%	
2. Infrastructures communautaires et intercommunales construites ou améliorées conformément aux normes standards de résilience au climat et aux catastrophes (Pourcentage)	Pourcentage	0,00%	0,00%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Toutes les infrastructures achevées et réceptionnées (CISG : 20 et SBP : 09) ont été construites conformément aux standards de résilience au climat et aux catastrophes.
3. Membres de la communauté signalant une amélioration de leur résilience individuelle et communautaire aux impacts du climat et des catastrophes grâce aux infrastructures financées par la Composante 1.	Pourcentage	0,00%	0,00%	70%	Enquête de perception à réaliser en 2026	0%	70%	Enquête de perception à réaliser en 2026	0%	
ODP 2 : Renforcement de la capacité locale à gérer des ressources et à fournir des services										
5. Entités décentralisées (régions et municipalités) atteignant les objectifs de performance dans le cadre de la	Pourcentage	0,00%	18,5%	50%	56,68%	113,36%	50%	56,68%	113,36%	Résultats cumulés CMO 2024 et CMO

Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Situation de référence		Année 3 (2025)			Fin projet			Justification
		PAD	Etude de référence	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Déc 2025	Taux de réalisation (%)	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Dec 2025	Taux de réalisation (%)	
subvention basée sur la performance (Pourcentage)										2025.
6. Membres de la communauté indiquant que les investissements publics locaux reflètent leurs besoins (Pourcentage)	Pourcentage	0,00%	0,00%	70%	Enquête de satisfaction à réaliser en 2026	0%	70%	Enquête de satisfaction à réaliser en 2026	0%	
6.1 dont femmes (Pourcentage)	Pourcentage	0,00%	0,00%	60%			60%			
INDICATEURS DES RESULTATS INTERMEDIAIRES										
Composante 1 - Amélioration de l'accès des communautés aux infrastructures résilientes au climat										
7. Membres féminins ayant participé aux Assemblées Générales (AG) des villages ou quartiers organisés avec l'appui du Projet (Pourcentage)	Pourcentage	0	24,5%	30%	30%	100%	30%	30%	100%	
8. Comites de villages et de quartiers (CV/CQ) nouvellement crée avec l'appui du Projet (Nombre)	Nombre	0	ND	3 930	3 166	80,56%	3 930	3 166	80,56%	
8.1 Dont membres féminins dans les bureaux des Comités (pourcentage)	Pourcentage	0,00%	8,7%	30%	27,76%	92,53%	30%	27,76%	92,53%	
9. Infrastructures communautaires et intercommunaux financées par le projet qui disposent d'un comité de gestion fonctionnel et d'un plan de maintenance budgétisé (Pourcentage)	Pourcentage	0	ND	100%	0	0%	100%	0	0%	
10. Membres de la communauté employés dans les travaux publics financés par le Projet (Nombre).	Nombre	0,00	3,15%	15 000	1 390	9,26%	30 000	1 390	4,63%	
10.1 Dont femmes (nombre)	Nombre	0,00	5,6%	4 500	159	3,53%	9 000	159	1,76%	
10.2 Dont jeunes (nombre)	Nombre	0,00	63,6%	6 000	357	5,96%	12 000	357	2,97%	
10.3 Dont réfugiés ou personnes déplacées (nombre)	Nombre	0,00	12,8%	4 000	51	1,27%	8 000	51	0,63%	

Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Situation de référence		Année 3 (2025)			Fin projet			Justification
		PAD	Etude de référence	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Déc 2025	Taux de réalisation (%)	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Dec 2025	Taux de réalisation (%)	
11. Plans d'action communautaires intégrés dans le Plan de développement de la commune (Nombre)	Nombre	0,00	655	0	0	0%	1 310	0	0%	
Composante 2 - Renforcement du cadre de gouvernance et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services										
12. Nombre de réformes clés du sous-secteur de la décentralisation et du développement local adoptées avec l'appui du projet	Nombre	0		2			2			
13. Stratégie Nationale de Décentralisation 2026-2030 révisée et diffusée.	Texte	NON		OUI	NON	75%	OUI	NON	75%	La révision de la stratégie nationale de décentralisation est en cours de finalisation. Processus avancé à près de 75%.
14. Régions et municipalités des régions ciblées qui ont préparé leurs plans de développement régionaux et leurs plans de développement communaux, respectivement, de manière participative (Pourcentage)	Pourcentage	0,00	22,5%	80%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	80%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	
15. Agents publics locaux formés aux fonctions essentielles identifiées (Nombre).	Nombre	0,00	760	1 158	1 473	127,20%	1 158	1 473	127,20%	La cible de 1 158 a été obtenue sur la base de la formation des membres des CTD sur les fonctions essentielles (Etat civil, Gestion des RH et Fiscalité Locale). Seules les formations sur la fiscalité locale ont été organisées où 393 personnels des CTD ont été formés parmi lesquels 84 femmes. Cependant au-delà de ces formations, les 1 473 représente l'ensemble des personnels des CTD qui ont reçu en plus de la

Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Situation de référence		Année 3 (2025)			Fin projet			Justification
		PAD	Etude de référence	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Déc 2025	Taux de réalisation (%)	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Dec 2025	Taux de réalisation (%)	
										formation sur la fiscalité locale, des formations sur les procédures de passation des marchés, sur les mesures de sauvegardes environnementale et sociale, sur le fonctionnement des CV/CQ, aux mécanismes de gestion des plaintes et VBG, à la prise en main de GEMS, etc.
15.1 Dont femmes (%)	Pourcentage	0,00%	0,00%	35%	17,58%		35%	17,58%		
16. Augmentation de la part des projets sélectionnés par les CV inclus dans le budget d'investissement de leur municipalité respective (pourcentage).	Pourcentage	0,00%	28,2%	75%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	75%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	
17. Régions et Municipalités qui ont tenu leurs sessions de l'organe délibérant dédiée au DOB dans le strict respect des délais réglementation en vigueur (respect du calendrier budgétaire).	Pourcentage	0,00%		100%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	100%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	
18. Membres de la communauté ayant participé aux sessions du DOB » désagrégé par genre (i) femmes, (ii) jeunes et (iii) réfugiés.	Pourcentage	0,00%			Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%		Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	
○ Femmes (%)	Pourcentage	0,00%		30%	Cette information sera collectée lorsque les	0%	30%	Cette information sera collectée lorsque les données de	0%	

Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Situation de référence		Année 3 (2025)			Fin projet			Justification
		PAD	Etude de référence	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Déc 2025	Taux de réalisation (%)	Valeurs cibles	Réalisations au 31 Dec 2025	Taux de réalisation (%)	
					données de l'INS seront disponibles.			l'INS seront disponibles.		
○ <i>Jeunes (%)</i>	Pourcentage	0,00%		20%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	20%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	
○ <i>Réfugiés et PDI (%)</i>	Pourcentage	0,00%		15%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	15%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	
19. Régions et municipalités qui ont produit et publié des rapports sur l'exécution du budget (Pourcentage).	Pourcentage	0,00%	18,6%	70%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	70%	Cette information sera collectée lorsque les données de l'INS seront disponibles.	0%	
Composante 3 -Gestion de projet, suivi et évaluation										
20. Membres de la communauté satisfaits de la qualité du service fourni dans le cadre du projet (Pourcentage)	Pourcentage	0,00%	0,00%	70%	Enquête de satisfaction à réaliser en 2026	0%	70%	Enquête de satisfaction à réaliser en 2026	0%	

ANNEXE 2
REALISATIONS DU PROLOG EN 2025

**PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES
LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT COMMUNITIES PROJECT**

MINDDEVEL



PROLOG

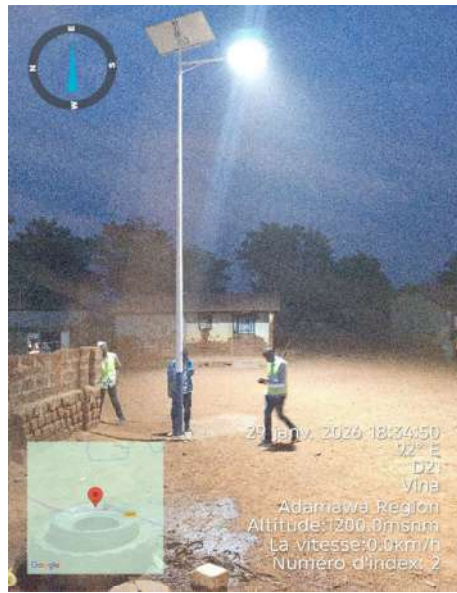
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF :
GOUVERNANCE COLLABORATIVE
ÉTAT-CTD - COMMUNAUTÉS

SUBSTAINABLE AND INCLUSIVE DEVELOPMENT:
COLLABORATIVE GOVERNANCE
STATE-RLA - COMMUNITIES



1. REGION DE L'ADAMAOUA

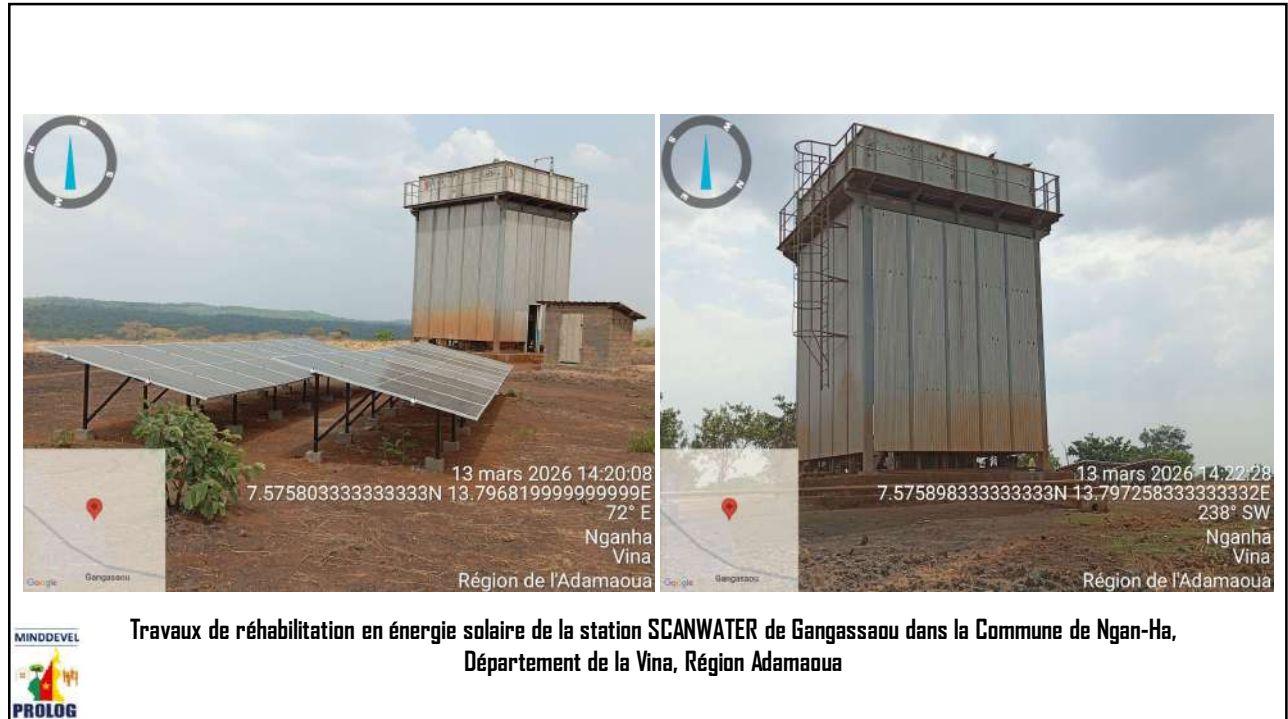
MINDDEVEL



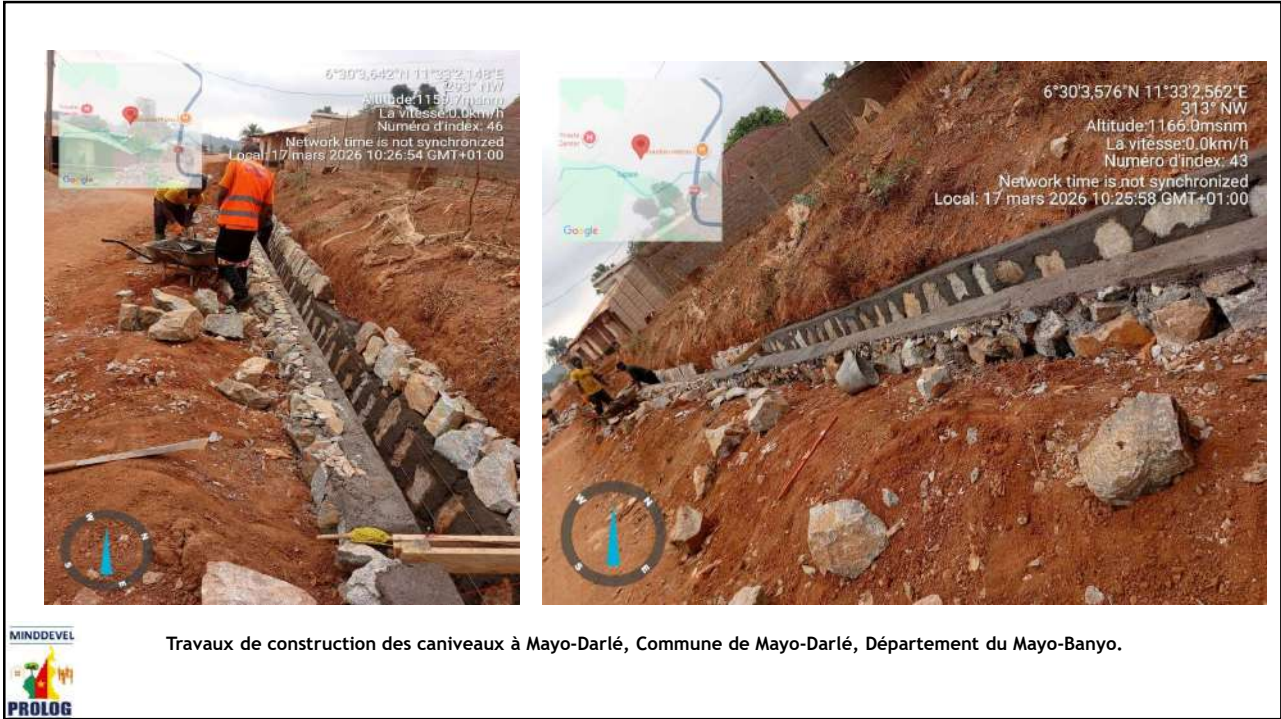
MINDDEVEL



Travaux d'Eclairage public par pose de 53 panneaux solaires dans certaines localités de la Commune de Ngan-Ha, Région Adamaoua









Travaux de construction d'un mini-adduction d'eau potable à Pitoa, Commune de Meiganga, Département du Mbéré,



Travaux de construction d'un mini-adduction d'eau potable à Kpock-Ko (7^e ciel), Commune de Meiganga, Département du Mbéré,



Travaux de réalisation d'une mini-adduction d'eau par captage de forage positif alimentée en énergie solaire à Mayo Baléo, Commune de Mayo Baléo, Département du Mayo-Banyo.



Travaux d'éclairage public aux lampadaires solaires dans certaines localités de Sokorta et Samafou, Commune de Djohong,



Travaux d'éclairage public par la pose des lampadaires solaires dans la ville de Ngaoui ainsi que les villages environnants Ngaoui, Bafouck, Alhamdou, Diel, Garga Pella, Djabori, Commune de Ngaoui.





Travaux de construction d'un pont définitif de 36 ml de portée sur la rivière MAYO DANKALI, Commune de Galim-Tignère, Département du Faro et Déo, Région de l'Adamaoua



Travaux de construction d'un pont définitif de 37 ml de portée sur la rivière LOM A MBONDO, Commune de Meiganga, Département de Mbéré

2. REGION DE L'EST



Réalisation des travaux de Construction d'une mini adduction d'eau à WaldéGorie dans la commune de Mandjou, département du Lom et Djerem, Région de l'Est



CAMON 30
2026.03.04 09:49

MINDDEVEL



Travaux de construction et équipement d'un bloc pédagogique, de deux atelier (maçonnerie et électricité) au CETIC de Sambo, Commune de Batouri, département de la Kadey, Région de l'Est



Latitude: 3.980956
Longitude: 103.191288
Elevation: 696.32±3.0 m
Precision: 3.402 m
Temps: 18-03-2026 12:04



Latitude: 3.980956
Longitude: 103.191288
Elevation: 696.32±3.0 m
Precision: 3.402 m
Temps: 18-03-2026 12:04



Latitude: 3.980766
Longitude: 103.190994
Elevation: 687.47±3.31 m
Precision: 3.637 m
Temps: 18-03-2026 12:02

MINDDEVEL



Travaux de construction et d'équipement d'un bâtiment accueil et urgences, d'un bâtiment d'imagerie médical équipé à l'hôpital de District d'Abong-Mbang, département du Haut Nyong, Région de l'Est.



MINDDEVEL

PROLOG

Réalisation des travaux d'Electrification des villages Gonkora Bienvenue, Gogobou en panneaux solaires photovoltaïques ,commune de Kette,departement de la Kadey ,Région de l'Est

MINDDEVEL

PROLOG

POVA 6 Neo 27mm 1/1.6 1/33s ISO200

POVA 6 Neo 27mm 1/1.6 1/17s ISO3205

Réalisation des travaux d'Electrification en lampadaires solaires dans les localités de Gandir et Betare-Oya ,commune de Betare-Oya, departement du Lom et Djerem ,Région de l'Est



MINDDEVEL



Réalisation des travaux de Construction d'une mini adduction d'eau potable avec système de pompage photovoltaïque à POUYANGA, commune de Kentzou, departement de la Kadey ,Région de l'Est



MINDDEVEL



Réalisation des travaux de Construction d'une mini adduction d'eau potable avec système de pompage photovoltaïque à Kentzou-Oka, commune de Kentzou, departement de la Kadey ,Région de l'Est



MINDDEVEL



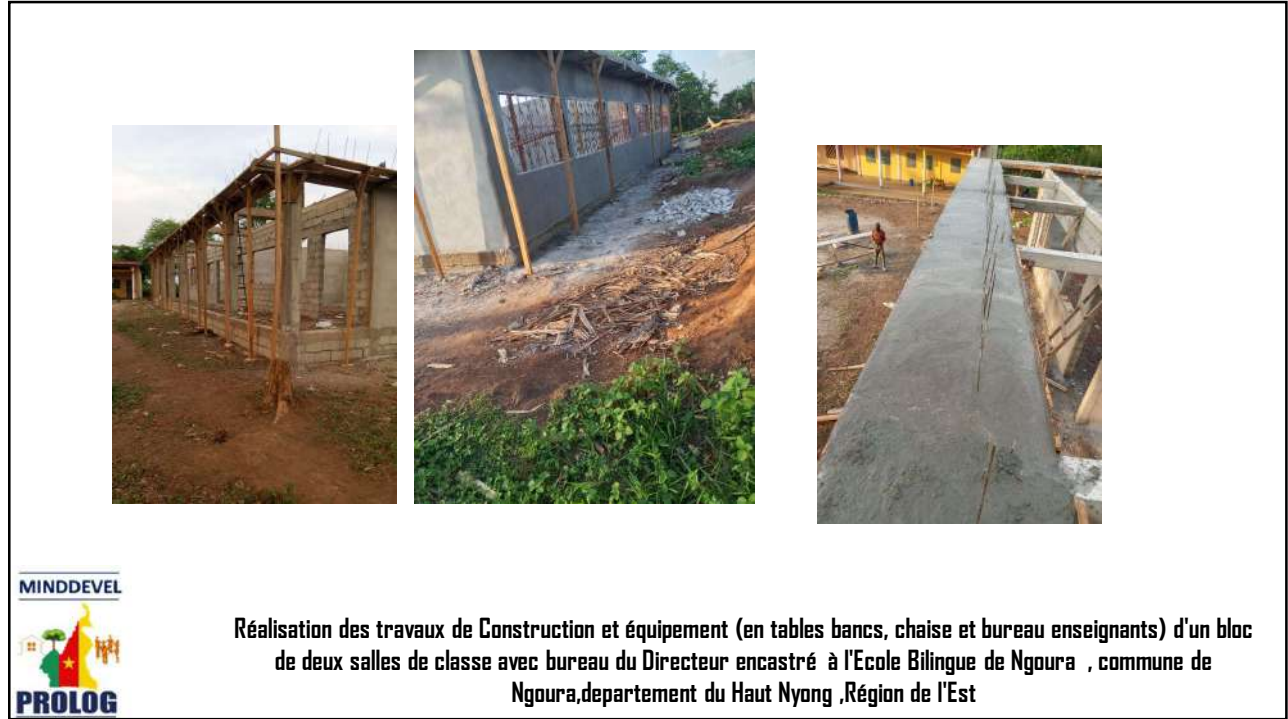
Réalisation des travaux de Construction d'une mini adduction d'eau potable avec système de pompage photovoltaïque à Entrée gare, commune de Kentzou, département de la Kadey ,Région de l'Est



MINDDEVEL



Réalisation des travaux de Construction d'une mini adduction d'eau potable avec système de pompage photovoltaïque à Kentzou-Franco-Entrée gare Ouest, commune de Kentzou, département de la Kadey ,Région de l'Est





MINDDEVEL



Réalisation des travaux de Construction d'un marché ou pôle d'échange dans le village Pana , commune de Lomié,departement du Haut Nyong ,Région de l'Est



MINDDEVEL



Réalisation des travaux de Construction d'une Adduction en eau potable au village POHEMPQUM, commune de Lomié, departement du Haut Nyong ,Région de l'Est

REGION DE L'EXTRÊME-NORD

MINDDEVEL



Travaux de construction Hangar marché de Glo Kotoko, Commune de Fotokol, Département du Logone et Chari

MINDDEVEL



Travaux de construction Hangar marché de Sagmé, Commune de Fotokol, Département du Logone et Chari



Travaux de construction d'une mini AEP à Amtchoukouli, Commune de Fotokol, Département du Logone et Chari



Travaux de construction d'une mini AEP à Blangafe, Commune de Fotokol, Département du Logone et Chari





Travaux de construction d'une Gare routière à Gardoumba, Commune de Fotokol, Département du Logone et Chari



Travaux de construction d'un abattoir à Nigue, Commune de Fotokol, Département du Logone et Chari





Travaux de construction d'un marché à bétail,
Commune de Fotokol, Département du Logone et
Chari



Travaux d'éclairage par lampadaires solaires à Haigayo, Commune de Fotokol, Département du Logone et Chari





Travaux de construction d'une mini AEP à Abassouni, arrondissement de Hilé Alifa, département du Logone et Chari



Travaux de construction d'une mini centrale solaire à Hilé Alifa, arrondissement de Hilé Alifa, département du Logone et Chari



Travaux de construction d'une mini AEP à Bargaram, arrondissement de Hilé Alifa, département du Logone et Chari



Projet de Construction de deux mini AEP à Waglam et Alak II, Commune de Makary, Département du Logone et Chari



Projet de lampadaires solaires à Alak II, Goslo, Quartier d'Or, Commune de Makary, Département du Logone et Chari

Travaux de construction d'une mini AEP à Bamguel, dans la commune de Hina, Département du Mayo Tsanaga





Travaux de construction d'un dalot quadruple à Amsa dans la commune de Mogodé, Département du Mayo Tsanaga



Travaux de construction d'une mini AEP à Gova dans la commune de Mogodé, Département du Mayo Tsanaga



Travaux de construction d'une mini AEP à Ruffa dans la commune de Mogodé, Département du Mayo Tsanaga



Travaux de construction d'une mini AEP à Yoldéo, Commune de Dargala, Département du Diamaré



Travaux de construction d'un magasin de stockage à Agolla, Commune de Guémé, Département du Mayo Danay



Travaux de construction d'un Hangar de marché à Dabaye, Commune de Guémé, Département du Mayo Danay



Travaux de construction d'un Hangar de marché à Vélé, Commune de Guémé, Département du Mayo Danay



Travaux de construction d'une mini AEP à Bangala, Commune de Guémé, Département du Mayo Danay



Travaux de construction d'un Hangar de marché à Widigué, Commune de Guémé, Département du Mayo Danay



Travaux de construction d'un magasin de stockage à Dabaye 2, Commune de Guémé, Département du Mayo Danay



Travaux d'installation de lampadaires solaires à Gogolem, Commune de Mora, Département du Mayo Sava



Travaux de construction d'une mini AEP à Dizla, Commune de Mora, Département du Mayo Sava





Travaux de construction d'un bloc maternité au Centre de Santé Intégré de Vounaloum, Commune de Yagoua, Département du Mayo-Danay.



Travaux de construction du CETIC de Piwa, Commune de Kaélé, Département du Mayo Kani





REGION NORD

MINDDEVEL



TEENO
SPARK

MINDDEVEL



Travaux de construction d'un radier 30m/6m sur le Mayo Laine Kollere, Commune de Gaschiga, Département de la Bénoué, Région du Nord



Travaux de construction d'une mini adduction d'eau dans chacune des localités de DJIRLADJE et de BAIGA KOLLERE, Commune de Gaschiga, Département de la Bénoué, Région du Nord.



Travaux de construction d'un forage à énergie solaire dans la localité de BILI, Commune de Mayo-Oulo, Département du Mayo Louti, Région du Nord



Travaux de construction d'un forage à énergie solaire dans la localité de NDOUZENG, Commune de Mayo-Oulo, Département du Mayo Louti, Région du Nord

DOURBEYE



BORAM 1



Travaux de construction d'un forage à énergie solaire dans chacune des localités de DOURBEYE et BORAM 1 ,
Commune de Mayo-Oulo, Région du Nord



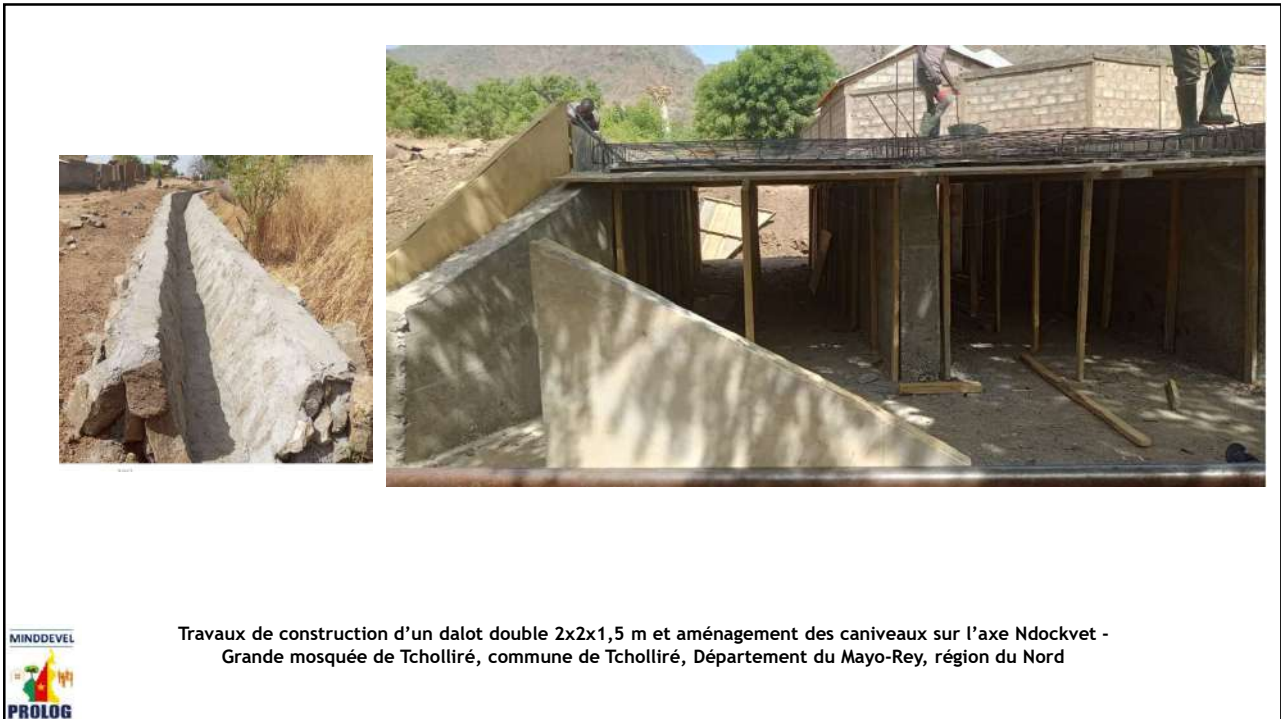
Travaux de construction d'un forage à énergie solaire dans chacune des localités de KELALI et MAKIRVE,
Commune de Mayo-Oulo, Région du Nord



Travaux de construction d'un logement d'astreinte pour enseignant (Construction des chambres linéaires avec douche moderne pour loger provisoirement les enseignants affectés dans l'établissement et non pris en charge par l'Etat) dans chacune des localités de Pempou et Sabongari, Commune de Baschéo, Département de la Bénoué, Région du Nord



Travaux d'installation des lampadaires solaires dans certaines localités de la commune de Lagdo, Département de la Bénoué, Région du Nord.



NORTH WEST REGION

MINDDEVEL



PROLOG

ITC SUB PROJECTS

MINDDEVEL



PROLOG

G.T.H.S NKAMBE

Works ongoing with finishing works (paintings and fittings) for all structures a the mounting of solar installations. ;
 Execution rate: 87%



GTHS NKWEN BAMENDA

Works ongoing with the roofing of all structures. ;
 Execution rate: 58%





Mutan market: Decking of first floor completed with elevation of pillars and columns ongoing. roofing works ongoing for external toilet ;
Execution rate: 68%



MANKON DISTRICT HOSPITAL

Works ongoing with the elevation of the first floor for administrative building and the preparation of roofing for the mortuary and finishing works for the fence . ;
Execution rate: 58%



NDOP DISTRICT HOSPITAL

Construction works ongoing on the fence round the hospital and elevation works for other structures at the lintel levels ;
Execution rate: 35%



MINDDEVEL



CISG SUB PROJECTS

MINDDEVEL



Construction of a new catchment and two additional water tanks to reinforce potable water supply in MELUF village, Kumbo Council

Works on progress;
Execution rate: 50%



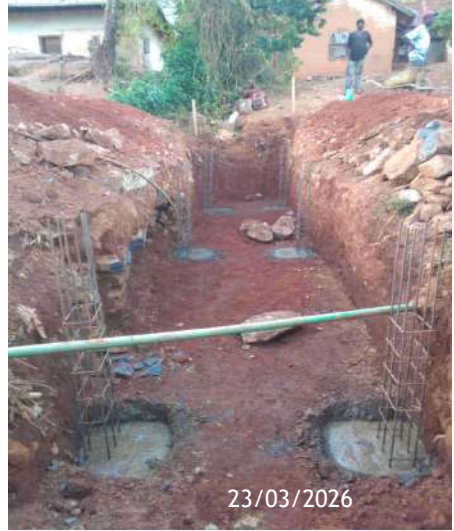
Construction of market sheds at Dole Market at Kimbo village, Kumbo Council

Elevation works ongoing
Execution rate: 35%



Opening of a footpath of 6 km to a motorable road in Jem village, from Fomo Entrance (11) to Kishy village and construction of gutters and 6 culverts, Kumbo Council

Construction works ongoing for the culverts
Execution rate: 25%



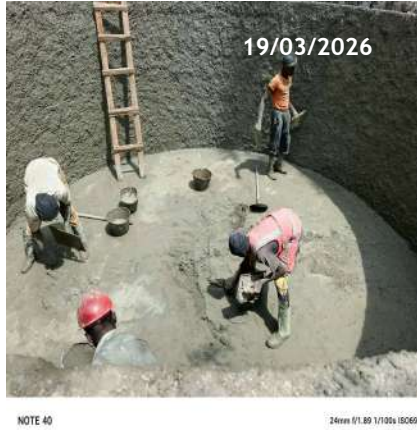
Construction of a bridge of 5m span and depth of 4.5m over River Shwai on the Ribah-Mbotong-Shisong road, Kumbo Council

Decking works completed pending finishing works and backfilling;
Execution rate: 25%



Construction of a water supply scheme at MELIM village through construction of an additional catchment, Kumbo Council

Construction works ongoing
Execution rate: 35%



Construction of a new catchment and two water tanks to reinforce potable water supply in NKUV village, Kumbo Council

Construction of water tank completed and stand taps ongoing;
Execution rate: 39%



Construction of a new catchment and two water tanks to reinforce potable water supply in ROMAJAAY village, Kumbo Council

Construction of water tank completed and works ongoing with the construction stand taps and other structures ;

Execution rate: 55%



Construct of 2 catchments at Kilengri and one at Kibakong toward Rookwa. Extension of water to the entire quarter and construction of stand pipes (KIYEN WATER), Kumbo Council

Construction of water tank valve chambers completed with works ongoing for other structures ;

Execution rate: 65%



Construction of a new catchment and two water tanks to reinforce potable water supply in KITIWUM village, Kumbo Council

construction of water tank completed and works ongoing with the construction stand taps and other structures (construction works started at second catchment);

Execution rate: 55%



Construction of a new catchment and two water tanks to reinforce potable water supply in NKUV village, Kumbo Council

Construction of water tank completed and stand taps ongoing; Execution rate: 39%



Construction of a water tank at Kilum forest water catchment and extension of pipe born water to all the quarters of Tadu, Kumbo Council

Construction of water tank completed and works ongoing with the excavation of pipeline distribution network and construction of other structures ;
Execution rate: 39%



Construction of a new water catchment and a water tank to reinforce potable water supply in NTSENI village, Kumbo Council

Construction of water tank completed and stand taps ongoing with preparation of piping working;
Execution rate: 50%



Construction of a modern well equipped with solar energy/generator, an elevated platform with 6,000 litres tank and seven stand taps in GRA quarter Ako town in AKO Council

Construction of stand taps completed and elevated tank deck ongoing with the solar electrification works ;
Execution rate: 65 %



Construction of a bridge over river Nghoja in Ekuru Up in the locality of AKWAJA, Ako Council

Construction works completed pending backfilling works ;
Execution rate: 85 %



Rehabilitation of the Tungande - Jevi - Mbande-Ande road (phase 1) in the locality of JEYI, Ako Council

Installation of culverts ongoing ;
Execution rate: 40 %



Construction of a spring catchment and installation of solar panels for the MFONTA water supply scheme in the locality of MFONTA, Bafut Council

Construction completed; solar system installation and piping trench excavation ongoing;
Execution rate: 60 %



CAMON 40 Pro

25mm 1/1.8 1/9/25 ISO2

Construction of gravity water supply, with tank, 10 stand pipes, purchase and installation of solar panel, running of a 3km pipeline and planting of water bearing trees at the catchment in the locality NIBE, Bafut Council

construction of water tank completed with elevation works for other elements ongoing (solar materials received ; Execution rate: 45 %



CAMON 40 Pro

23mm f/1.8 1/147s ISO50

Construction of a bridge of 10m span linking ATUADONG and FUMBI, Bamenda II Council

Commencement of elevation for abutments walls ; Execution rate: 27 %



Construction of a gutter and culvert below PSS MANKON in ATUAKOM and a gutters from NTAMBENG junction to YAMAHA junction, Bamenda II Council

Construction of gutters ongoing ;
Execution rate: 45 %



Construction of a stone masonry gutter at NJANGA Hill Quarter old BALI road, Bamenda II Council

Construction of gutters ongoing ;
Execution rate: 69 %



Construction of Bore Hole in three (03) Localities at Akumlam Integrated Health Center, at Tam-Tam junction and at the ALAMADUM Integrated Health Centre, Bamenda II Council

Drilling works completed and elevation of water tanks ongoing with commencement of finishing works ;
Execution rate: 60 %



Construction of a reinforced concrete bridge 7m span lining NTATURU and NKVURA in NTATARU, Bamenda II Council

Foundation footing works completed, elevation works ongoing



Construction of a box culvert bridge linking KIKFUNG and MASOH quarters, Bamenda II Council

Construction works completed pending technical and provisional acceptance ;
Execution rate: 95 %



Construction of Bore Hole in three (03) Localities at BAGMANDE, at NTANGBANGH and at INITOB 3, Bamenda II Council

Works completed ;
Execution rate: 100 %



Construction of a bridge at NDZEMABEAH linking NTANKAH 1, Bamenda II Council

Commencement of elevation for abutments walls ;
Execution rate: 80 %



Construction of a bridge linking NDZUMAFON and NTAMBENG 7m span 8m length and 5m depth, Bamenda II Council

Construction works completed and finishing works ongoing with backfilling works pending ;
Execution rate: 75 %



Construction of a bridge linking NGOMGHAM 1 to NGOMGHAM 2 passing through NKAHNIKWI Hall 7m span, 7m length and 5m depth, Bamenda II Council

Construction of abutments ongoing
Execution rate: 30%



Construction of a bridge linking NTUMBONG and NTAMAFE, Bamenda II Council

Works completed
Execution rate: 100%

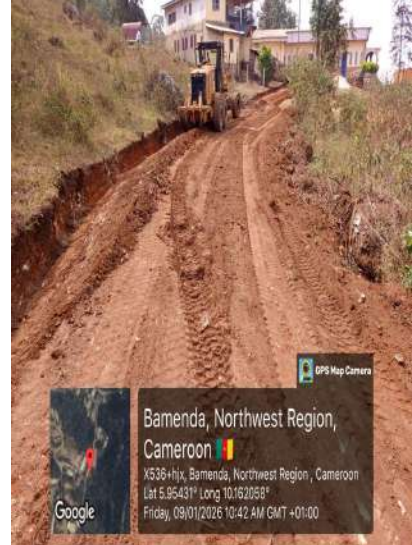


CAMON 20 Pro

24mm f/1.7 1/517s ISO50

Road Work, Bamenda II Council

Works completed pending technical and provisional acceptance
Execution rate: 100%



Rehabilitation of road from NTAMULUNG roundabout to WAIKIKI to SONAC Street 2.5km, Bamenda II Council

Grading works completed pending construction of drainage elements
Execution rate: 48,5%



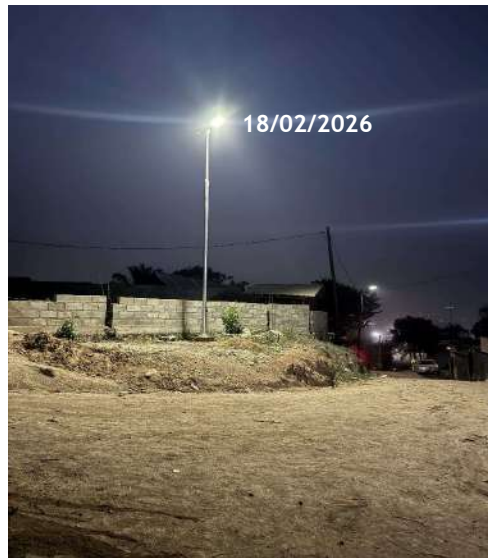
Construction of a gutter and culvert below PSS MANKON in ATUAKOM and a gutters from NTAMBENG junction to YAMAHA junction, Bamenda II Council

Construction of gutters ongoing
Execution rate: 45%



Installation of solar street lights from seven doors to NGWAFO street to BUM Quarter and at low cost housing in NTAMBAG , Bamenda II Council

Works completed pending technical and provisional acceptance
Execution rate: 95%



Construction of a water catchment, storage and distribution tank and extension of potable water over 2km to 10 stand pipes at NGUNABUM, Fonfuka Council

Completed and received
Execution rate: 100%



Construction of two culverts and maintenance of road along TAMFOR to BENAKIMBI street in FONFUKA town and a two box culverts in stone masonry between BUABUA and SUBUM junction in the locality of BUABUA, Fonfuka Council

Two box culvert completed and
grading and filling works for the
road completed 4

Execution rate: 60 %



Installation of autonomous solar street lamps in MUNGONG village, Fonfuka Council

Completed and received
Execution rate: 100%



Installation of solar street lights in Three villages SAMBARI, MBIANDO I and LUBU, Furu Awa Council

Completed and
received Execution
rate: 100%



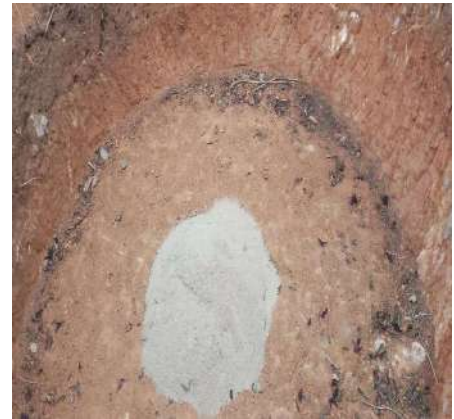
Creation of a community forest in Two (02)villages BADJI and LUTU, Furu Awa

Preliminary nursery works ongoing



Construction of water scheme by gravity in FURU AWA Town, Furu Awa Council

Preliminary works and excavation of water tank ongoing
Execution rate: 11%



Installation of solar street lights in three (03) localities in MBENGBU quarter at NJIDOM, in WUMNEBIT and KAI, Mbengwi Council

Works completed pending technical and provisional acceptance

Execution rate: 100 %



Completion of the NJEKWO bridge, Mbengwi Council

Construction works completed

Execution rate: 100%



WORK-003 Construction of potable water scheme in WUMGHANG Quarter and NJIMETU, Mbengwi Council

Construction works almost completed pending all Plumbing works for other STAND TAPS

Execution rate: 55%



Opening of 600m road, construction of gutters and culverts on the BARAKWE-TOMUKOMO road and Construction of culverts, building of gutters from Monastery junction and on the ZANG, Mbengwi Council

Construction of gutters ongoing

Execution rate: 75%



Supply and installation of public lighting based on solar panel power from RIFEM Market Square to the Sub Divisional hospital, Mbiame Council

Completed and received
Execution rate: 100%



Supply and installation of public lighting based on solar panel power in NGORIN , Mbiame Council

Completed and received;
Execution rate: 100%



Construction of potable water supply scheme at BEBEJAMA Quarter in BEBEKETTE village, Misaje Council

Construction of stand taps and water tank completed pending distribution piping work; Execution rate: 100%



Supply and installation of solar street lighting in some strategic public places in DUMBU, Misaje Council

Completed and received
Execution rate: 100%



Construction of potable water supply scheme in two (02) villages at ABENG Quarter NFUME and in MBISSA Village, Misaje



Construction of a water catchment, storage tank and extension of water system within two (02) communities BUNTI and NCHINI with the provision of stand taps, Nkor Council

Bunti: Water tank completed and stand taps, valves ongoing. Nchini ongoing

Execution rate: 55%



Construction of a water catchment, storage tank and extension of water in two (02)Communities in the ENJUNGU-LASSIN and VUN-DIN with the provision of stand taps, Nkor Council

Construction of water tank completed and works ongoing with the construction stand taps ;
Execution rate: 50%



Construction of a water catchment, storage tank and extension of water system within two(02)Communities FEBWEH and BVUGOI with the provision of stand taps, Nkor Council

Completed and received ;
Execution rate: 100%



Construction of a water supply scheme by gravity in BAMTI DIN and distribution to 5 quarters, Nkor Council

Construction work for water tank ongoing
Execution rate: 35%



Construction of a water scheme by gravity in Ntong, Nwa Council

Works completed;
Execution rate: 100%



WORK-003 Construction of a water scheme by gravity in Mbepji, Nwa Council

Works completed;
Execution rate: 100%



NOTE 40

24mm 1/1.89 1/161s ISO50



SPARK 30C

• 23mm 1/1.6 1/33s 60106

Construction of a water scheme water by gravity in Nwa town with from Mureem - Kuram in the locality of NWA, Nwa Council

Construction water tank and
control chamber almost
completed ;
Execution rate: 45%



PBG SUB PROJECTS



Construction of a water catchment at Hausa quarter in KINGOMEN, Kumbo Council

Construction works for water tank and other elements completed and digging of pipping trench ongoing with other plumbing works ;

Execution rate: 75%



Construction of an open hangar and 31 sales slabs in the hangar at the MBULUF Market , Kumbo Council

Works ongoing at the chaining level with roofing works ;
Execution rate: 45%



Mitigation of the effects of climate change in BABESSI Municipality through the installation of twenty five solar street lights in some localities in BABUNGO, BABA 1, BABESSI and BANGOLAN, Babessi Council

Installations completed for Babessi and Bangolan with foundation works ongoing for the others ;
Execution rate: 39%



Construction of a water catchment, storage and distribution tank and extension of potable water by gravity over 2km to 12 stand taps at SAFF village, Fonfuka Council

Completed and received
Execution rate: 100%



Construction and installation of a community borehole equipped with a Solar Pump and stand Tap with head taps at NJIFORWANG Quarter In BALIKUMBAT village

Finishing works on one town ; elevation
and plumbing ongoing for other.
Execution rate: 73%



Construction of the MBONTSEM water scheme to supply KOVBIY, KAAROM and MBONTSEM villages, Mbiame Council

Construction of water tank and control valve chambers completed , pending stand taps and piping works
Execution rate: 45%



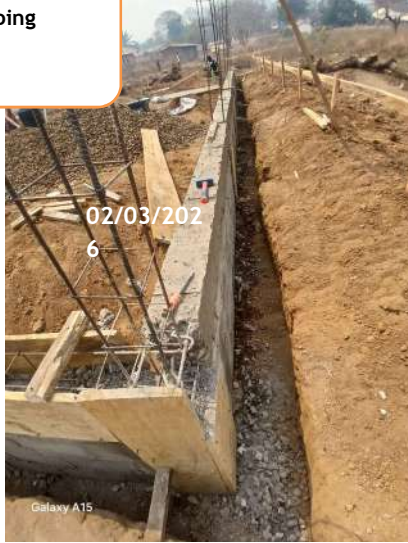
Construction of an Infirmary at the MISAJE Urban Health Center, Misaje Council

Completed and received
Execution rate: 100%



Construction of market hangars with 24 sales slabs in the AKO Central Market, Ako Council

Elevation works ongoing
Execution rate:35%



CONSTRUCTION OF A WATER SUPPLY SCHEME AT ABEBUNG, NGIE SUBDIVISION

Water tank completed with the rehabilitation of existing stand taps ongoing and preparation for pipping,
Execution rate:60%



Construction of a reinforced concrete bridge linking NTAMBESSI and NTENEFOR quarters in BAMENDA 3

works completed
Execution rate:100%



Construction of potable water scheme in NTAMBANG village BAMENDA 3

Construction of water tank and control structures completed and construction of stand taps ongoing with the mobilization of for piping works ;
Execution rate:100%



Works completed
Execution rate:100%

Construction of two culverts in ISAIBI, BALIMUGHEFF and a ring culvert 1,000mm at ALUAYUOH, Njinikom Council



Construction of a bridge on the SINNA-SOP road in NDU Subdivision

construction works completed pending backfilling and finishing works;
Execution rate:80%



Construction of mini solar system to power the Nkambe town water scheme ; Nkambe Council

All elements installed and wired, finishing works ongoing pending technical acceptance

Execution rate:90%



CONSTRUCTION OF A WATER SCHEME BY GRAVITY, CATCHMENT STORAGE TANK IN MASONG QUARTER AND EXTENSION WITH PROVISION OF STAND TAPS TO MBEM VILLAGE, Nwa Council

Tanks and stand taps completed pending piping distribution works;

Execution rate:70%



Works completed ;
Execution rate:100%

CONSTRUCTION OF A BOREHOLE POWERED BY SOLAR ENERGY PUMP, ELEVATED PLATFORM AND SUPPLY OF 6m³ STORAGE TANK IN MBIRIKPA, Nwa Council



Construction and repair of the drainage system in the SANTA main market

Completion of repair
works ongoing ;
Execution rate:76%



Construction works completed pending backfilling works;
Execution rate:80%

CONSTRUCTION OF TWO CULVERTS ALONG THE ISHIA-ACHAMA ROAD, Widikum Council



Construction of a block of two classrooms with a regular office at GS TSALAKEGHIE-GHIEDZE Village, Wum Council

Completion of repair works ongoing ;
Execution rate:76%



SOUTHWEST REGION



Supply and installation of solar streetlamp at Bussumbu Limbe I Council, Fako_Southwest



Construction of a water catchment behind GHS Limbe, Limbe I Council, Fako_Southwest



Construction of pedagogic block at GHS Limbe consisting of : Eight classroom ; Four Offices ; Four toilets and planting trees, Limbe_Fako, Southwest







Upgrading of the Bolifamba water supply scheme (protection of catchment, expansion and reinforcement of the water supply pipeline), Buea Council, Fako Southwest.



**Construction of a
bridge over Atetem
River in Menji, Alou
Council, Lebailem,
Southwest**





Construction of 2 boreholes equipped with an electrical pump an elevated tank and stand tap with three heads each at Osheme quarter (zone 5) in Kumba II Council, Meme, Southwest



**Construction of 14
Culverts to interlink
the streets in zone
7, Kumba II Council,
Meme, Southwest**



**Supply and
installation of
solar streetlight
in some quarters
in zone 5 at
Kumba II Council,
Meme,
Southwest**





GPS Map
Comere Lite

JCVH+G2M, Kumba, Cameroun

Latitude: 4.64327822°	Longitude: 9.42795191°
Local 02:23:38 PM GMT 01:23:38 PM	Altitude 265 meters Wednesday, 25.03.2026

Construction of an imaging center at the Kumba Regional hospital Annex, Supply and installation of digital Radiography System with Accessories; Supply and installation of furniture; construction of solar farm, Meme, Southwest



Supply and installation of Solar Street lights from Weme to Bolo Moboka, Konye Council, Meme, Southwest







- Construction of a Bridge of length 6m and width 5m along the Bechico street, Manfe Council, Manyu, Southwest



- Construction of an imaging center at the Mamfe District Hospital
Supply and installation of digital Radiography System with Accessories;
Supply and installation of furniture ; construction of Solar Farm, Manyu, Southwest



- **Construction of Eight (8) Closed Market Stores at Bakebe, Tinto Council, Mdian, Southwest**



- **Upgrading of Taiyor Water supply scheme (catchment protection, extension of supply line and construction of two stand taps at Taiyor from the catchment pipes and taps at Taiyor village, Tinto Council, Mdian, Southwest**



- Construction of a Solar powered Borehole with an Elevated Tank and a stand tap at Tinto Mbu village and Tinto Wire village, Tinto Council, Mbian, Southwest



- Supply and installation of solar street lamps in Dieka Bafaw (Sans projects in 6 others area), Mbonge Council, Meme, Southwest



- Upgrading of Nkong water supply scheme (construction of spring box, catchment protection, and construction of tank and four stand taps), Wabane Council, M dian, Southwest



- Construction of Rain Water Harvesting System in Ekeya II, Idabato Council, M dian, Southwest



- Construction of Concrete Suspended Footpath in Idabao II, Idabato Council, M dian, Southwest



- Mini grid solar electrification at Ekombe Lio ng o village, Bamusso Council, M dian, Southwest



MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL



**PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET
COMMUNAUTES RESILIENTES**
*Développement durable et inclusif: Gouvernance collaborative Etat-
CTD-Communautés*

PROLOG

181181

PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES
Développement durable et inclusif: Gouvernance collaborative Etat-CTD-Communautés

182182